

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Glarus, Zug
Prozesstypen	Wahlen
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Beer, Urs
Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Denz, Andrea
Gerber, Marlène
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Gerber, Marlène; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Glarus, Zug, 1990 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	2
Wahlen in kantonale Regierungen	11
Kantonale Ersatzwahlen	19
Eidgenössische Wahlen	21
Ständeratsersatzwahlen	29
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	32
Parteien	32
Grosse Parteien	32
Linke und ökologische Parteien	33
Konservative und Rechte Parteien	33

Abkürzungsverzeichnis

VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste

SSP syndicats des Services publics

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées**. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle.

Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalman-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.²

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 01.01.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahlen in sieben Kantonalparlamente** (BE, GL, JU, NW, OW, VD, ZG) bestätigten gewisse Tendenzen, welche sich in den vorherigen Kantonalwahlen angekündigt hatten. Die FDP erlitt weitere Verluste und büsste insgesamt elf Sitze ein. Auch die CVP musste Federn lassen und verlor weitere neun Mandate. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten einen kräftigen Mandatszuwachs verzeichnen, nachdem sich schon im Vorjahr gesamthaft eine aufsteigende Tendenz, insbesondere in der Westschweiz, abgezeichnet hatte.

Die Auto-Partei (AP) wurde in ihrer rasanten Fahrt auf Erfolgskurs gebremst: Einzig in Bern konnte sie mit einem Mandat Einzug in ein Kantonalparlament halten. Auf kommunaler Ebene konnte sie immerhin in Winterthour drei Sitze erobern, in Zürich hingegen ging sie leer aus. Die Grüne Partei sowie grün-alternative Bewegungen konnten weiterhin Sitze zulegen, so in der Waadt, in Nidwalden und in den Städten Winterthour und Zürich. Die rechtsnationalistische Nationale Aktion (NA), welche sich in Schweizer Demokraten (SD) umbenannt hat, erlitt grosse Verluste und ist nach dem Ausscheiden in der Waadt nur noch in fünf Kantonen im Parlament vertreten. Der Anteil der Frauen in den kantonalen und kommunalen Parlamenten stieg weiter an; von den 735 im Berichtsjahr in sieben Kantonen (ohne AR) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 105 weiblich (14,4%). Genf liegt weiterhin mit 32% an der Spitze, den Schluss bildet Schwyz mit 4%; in den Stadtparlamenten hat inzwischen die Zürcher Frauenvertretung mit einem Anteil von 32% diejenige von Lausanne (29%) überholt.

WAHLEN
DATUM: 10.06.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Zu leichten Sitzverschiebungen zugunsten der SP und Umweltgruppen ist es auch bei den **Glerner Landratswahlen** gekommen. Im achtzigköpfigen Parlament verfügen die Grünen nun über drei Sitze (+2), was aber noch nicht zur Bildung einer eigenen Fraktion reicht. Die Sozialdemokraten bauten ihre Position trotz massiv gesunkenem Parteistimmenanteil von 13 auf 15 Mandate aus; sie konnten von der **Ausdehnung des Proporzwahlverfahrens** auf das Glerner Hinterland und das Sernftal profitieren. Die CVP musste zwei Sitzverluste hinnehmen, die beiden stärksten Parteien des Kantons, die SVP und die FDP (je 23 Mandate), verloren je einen. Mit vier Landrätinnen – je einer FDP-, SVP-, CVP und SP-Abgeordneten – stellen die Frauen wie bisher nur 5% der 80 Parlamentsmitglieder.³

WAHLEN
DATUM: 11.11.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der **Linksrutsch** bei den Parlamentswahlen **im Kanton Zug** hatte sich bereits bei den vorangegangenen Gemeindewahlen angezeigt. Die Sozialdemokraten konnten zusammen mit der "Frischen Brise Steinhausen" drei Sitze hinzugewinnen, ebenso erhielten die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA, zum Grünen Bündnis gehörend) zwei und die "Politische Arbeitsgruppe Gleis 3 Risch-Rotkreuz" einen neuen Sitz. Die SGA hat mit vier Sitzen nun Fraktionsstärke erreicht. Verlierer waren vor allem die Freisinnigen, welche vier Mandate einbüssten, und die CVP, die als stärkste Partei wie bei den letzten und vorletzten Wahlen zwei Sitze verlor; diesmal büsste sie auch knapp vier Wählerprozentpunkte ein. In drei Gemeinden kam es zu stillen Wahlen, da nicht mehr Kandidaten nominiert wurden als Sitze zu vergeben waren. Die Frauenvertretung stieg von 7 auf 15 (18,5%).⁴

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen für acht Kantonalparlamente (BE, GL, GR, JU, NW, OW, VD, ZG) kam es nur zu **leichten Sitzverschiebungen**. Die **FDP** und die **SVP** konnten mit fünf, respektive drei **Sitzgewinnen** ihren Aufwärtstrend insgesamt leicht fortsetzen, wobei dieser in den verschiedenen Kantonen nicht einheitlich verlief. In Zug, wo die SVP zum ersten Mal antrat, erreichte sie auf Anhieb Fraktionsstärke. Die **CVP konnte ihre Erosion bremsen** und büsste gesamtschweizerisch – vor allem dank fünf Sitzgewinnen in Ob- und Nidwalden – nur einen Sitz ein, wobei sie in Zug mit drei Sitzen die meisten Mandate verlor. Die SP konnte im Kanton Waadt drei Sitze dazugewinnen, büsste aber insgesamt vier Sitze ein. Gleich sechs Mandatsverluste und somit den grössten Aderlass musste die Grüne Partei hinnehmen, wobei die Verluste im Kanton Bern mit vier Sitzeinbussen am empfindlichsten waren. Dafür konnte im Kanton Bern die Auto-Partei (neu Freiheits-Partei) fünf Sitze dazugewinnen.

Sehr ausgeprägt bestätigte sich auch dieses Jahr der **Zuwachs des Frauenanteils** in den Kantonalparlamenten. Während in Bern 16 Frauen neu ins Parlament einzogen, waren es im Kanton Waadt und im Graubünden je 10, was im Graubünden einer Verdoppelung des Frauenanteils gleichkommt. (Der Vergleich basiert auf den kantonalen Wahlen 1990. Später ins Parlament nachrutschende bzw. zurücktretende Frauen wurden nicht berücksichtigt.) Obwalden und Nidwalden konnten ihren Frauenanteil ebenfalls fast verdoppeln. Lediglich im Kanton Jura blieb der Frauenanteil konstant. Insgesamt waren **in den acht Kantonen von 855 gewählten Parlamentsmitgliedern 169 Frauen (19,8%)**, wobei die SP mit 50 einmal mehr am meisten Frauen in die kantonalen Legislativen schickte. Gesamtschweizerisch lag der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten Ende 1994 bei 21% (1993: 19,1%), wobei sich Genf mit 36% weiterhin an der Spitze befindet. Glarus bildet mit 7,5% das Schlusslicht.

Deutlich manifestierte sich auch im Berichtsjahr eine **sinkende Wahlbeteiligung**, ein Trend, von dem lediglich der Kanton Waadt leicht abwich. Im Kanton Baselland, wo es sechs zusätzliche Mandate im Landrat zu verteilen gab, fanden Ergänzungswahlen statt.

WAHLEN
DATUM: 29.05.1994
EVA MÜLLER

Bei den Landratswahlen im Kanton Glarus konnte die **FDP** als einzige Partei ihre Sitzzahl vergrössern (+4). Die Gewinne gingen auf Kosten der SVP (-1) und der SP (-1). Zwei lokale Gruppierungen, die Freie Liste Mitlödi und Junge Biltner, die 1990 je einen Sitz gewannen, traten nicht mehr an. Die CVP und die Grünen konnten ihre Sitze im 80köpfigen Landrat verteidigen. Mit neu sechs Landrätinnen bleiben die Frauen in Glarus weiterhin stark untervertreten. Wiesen 1990 die Kantone Schwyz und Appenzell Innerrhoden noch einen geringeren Frauenanteil auf, so verzeichnete Glarus Ende 1994 **gesamtschweizerisch den geringsten Frauenanteil**.⁵

WAHLEN
DATUM: 13.11.1994
EVA MÜLLER

Bei den Zuger Kantonalwahlen bestätigte sich der **Rechtstrend** der wenige Wochen zuvor abgehaltenen Gemeindewahlen. Zu den Siegern gehören mit je drei Sitzgewinnen die FDP und die erstmals kandidierende SVP, die auf Anhieb in Fraktionsstärke (drei Sitze) in den achzigköpfigen Kantonsrat einziehen konnte. Die grössten Verluste erlitt mit drei Sitzen die CVP, während die SP zwei Sitze abgeben musste. Die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA) verlor einen ihrer vier Sitze. Die Frauen kamen mit acht zusätzlichen Mandaten neu auf 21 Sitze.⁶

WAHLEN
DATUM: 07.06.1998
URS BEER

Bei den Wahlen in den 80köpfigen Glarner Landrat ergab sich bei insgesamt geringen parteipolitischen Verschiebungen ein **Wahlerfolg für die links-grünen Kräfte**. Die Liste der Glarner Umweltgruppen (GUG)/Wohnliches Mollis (WoM) erreichte 6 (+2) Sitze und zog damit erstmals in Fraktionsstärke in den Landrat ein. Ferner gewann die SP einen Sitz hinzu und wurde mit 15 Mandaten zur drittstärksten Fraktion noch vor der CVP. Die **langsame Erosion der CVP** konnte auch in Glarus festgestellt werden: sie rutschte auf 13 (-2) Sitze ab. Die FDP musste ebenfalls Verluste hinnehmen und erreichte 24 (-2) Sitze. Die SVP stellt wie vor vier Jahren 21 Abgeordnete. Die Frauenvertretung erfuhr seit der letzten Wahl fast eine Verdoppelung von 6 auf 11 Mandate (wobei drei Frauen in der letzten Legislatur nachgerutscht waren), womit der **Frauenanteil** im Landrat **13,8%** beträgt.⁷

WAHLEN
DATUM: 25.10.1998
URS BEER

Gewinnerin der Wahlen ins 80köpfige Zuger Kantonsparlament war die **SVP**, die zu ihren drei Sitzen weitere **sechs hinzu gewann**. Ernüchternd fielen die Wahlen für die **CVP** aus, die **sieben ihrer 33 Sitze verlor** und zusätzlich ihre Stellung als stärkste Fraktion einbüsste. Die Christlichsoziale Volkspartei, die sich von der kantonalen CVP abgespalten hatte, jedoch nach wie vor der nationalen CVP angehört, gewann einen Sitz. Die massive Wahlniederlage der CVP ist damit zu relativieren, dass sie gemessen am Anteil Stimmen "nur" 1,3% verlor. 1994 konnte sie vom Proporzglück profitieren, als sie mit 34,9% der Stimmen 41,3% der Sitze eroberte. Bei den Wahlen im Berichtsjahr glich sich das Verhältnis von Stimmenanteil (33,6%) und Sitzanteil (33,8%) in etwa aus. Die **FDP** stieg trotz einem Mandatsverlust mit 27 Sitzen zur stärksten Fraktion auf. Die Linke blieb ungefähr gleich stark: die SP verlor zwei Mandate (9), die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA) und andere alternative Gruppierungen legten vier Sitze zu (7). Ferner eroberte die Liste Freie Wähler ein Mandat. Die **Frauen** verbesserten ihre Zahl um einen Sitz und stellen neu 22 von 80 Abgeordneten (**27,5%**).⁸

WAHLEN
DATUM: 02.06.2002
MAGDALENA BERNATH

Bei den Wahlen in den 80-köpfigen Glarner Landrat konnten die **FDP und die Grünen je zwei Mandate hinzugewinnen, Verliererin war die SP**, die drei Sitze abgeben musste. Mit 26 Abgeordneten stellt die FDP die stärkste Fraktion, gefolgt von der SVP mit unverändert 21 Sitzen. Die CVP verfügt weiterhin über 13 Mandate, während die SP mit 12 Delegierten hinter die Christlichdemokraten zurückfiel. Die Grünen stellen neu 8 Abgeordnete. Das Resultat entsprach einerseits glarnerischem Wahlverhalten, da es bei den Kantonsparlamentswahlen selten zu markanten Verschiebungen kommt. Andererseits überraschte das Resultat insofern, als ausgerechnet die SP, die auf Kosten der SVP einen zweiten Sitz in der siebenköpfigen Regierung gewinnen konnte, nun die grössten Verluste hinnehmen musste. Die Zahl der gewählten Frauen ging von 11 auf lediglich 8 (10%) zurück.⁹

WAHLEN
DATUM: 27.10.2002
MAGDALENA BERNATH

Wie bereits vor vier Jahren ging die **SVP als Siegerin** aus den Zuger Kantonsratswahlen hervor. Sie konnte die Zahl ihrer Mandate auf 18 (+9) verdoppeln. Grosse Verliererin war überraschend nicht die CVP, die lediglich zwei Sitze abgeben musste und nun 25 Vertreterinnen und Vertreter delegiert, sondern die FDP mit sieben Verlusten. In der vorangehenden Legislatur hatten die Freisinnigen noch die stärkste Fraktion gestellt und in den Gemeindewahlen anfangs des Monats die CVP als stärkste Kraft verdrängt; nun stellen sie nur mehr 20 Mitglieder des 80-köpfigen Kantonsrats. Die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA) musste zwei Verluste hinnehmen (8), die SP konnte ihre Mandate halten (9). Der Frauenanteil blieb mit 27,5% konstant.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 21.05.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Bei den Wahlen im Mai gelang es der **SVP**, durch den Gewinn von zusätzlichen 5 Sitzen **stärkste Fraktion** im 80-köpfigen Glarner Landrat zu werden. Der Zuwachs der SVP, die nun über 26 Sitze verfügt, ging vor allem zu Lasten der Gewinner der letzten Wahlen: Die FDP, vormals grösste Fraktion, verlor 3, die Grünen 2 Sitze. Damit stellt die FDP noch 23 Ratsmitglieder, die Grünen fallen von 8 auf 6 Abgeordnete zurück. Unter den Abgewählten waren die Präsidenten beider Kantonalparteien. Auch die CVP büsste einen Sitz ein und steht damit auf einer Stufe mit der SP, die nach den verlustreichen Wahlen von 2002 ihre 12 Sitze behaupten konnte. Die Frauenvertretung im Parlament stieg leicht auf 9 Abgeordnete (11,3%).¹¹

WAHLEN
DATUM: 29.10.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die den Grünen nahe stehenden **Alternativen (+5)** waren die **klaren Gewinner der Wahlen** für den 80-köpfigen Zuger Kantonsrat, wo sie neuerdings über 12 Sitze verfügen (sie traten zudem im Januar 2007 den Grünen als Beobachter bei). Der Sitzverlust der SP (-1, neu 8) schwächte die Tendenz zu Links-Grün allerdings ab. Nach signifikanten Verlusten bei den Wahlen 2002 konnte die FDP diesmal ihre 20 Sitze unverändert halten, wohingegen die Christlichdemokraten drei Sitze verloren. Die CVP blieb mit 23 Abgeordneten dennoch die stärkste Fraktion. Auch die SVP, die grosse Gewinnerin der vergangenen Wahlen, musste ein Mandat abgeben (17). Insgesamt haben die drei bürgerlichen Parteien nun untereinander ein ausgeglicheneres Kräfteverhältnis und behaupten mit 60 Sitzen weiterhin klar ihre Mehrheit gegenüber den 20 Sitzen der Linken. 27 Frauen stellen ein Drittel der Abgeordneten (33,8%), ein deutlicher Zuwachs gegenüber den 22 Parlamentarierinnen der vorangehenden Legislative.¹²

WAHLEN
DATUM: 30.05.2010
MARC BÜHLMANN

Auch in Glarus **stand die BDP vor einer Bewährungsprobe**. Im Jahr 2008 – kurz nachdem die SVP Schweiz die Bündner Kantonalsektion verbannt hatte – hatten acht der 27 SVP-Landräte aus Protest gegen diesen Beschluss zur BDP gewechselt. Die Wahlen sollten nun zeigen, wie stark die BDP in der Bevölkerung bereits verwurzelt ist. Beflügelt von den Erfolgen der Berner Schwesterpartei, die im März Erfolge gefeiert hatte, aber auch von den eigenen Gewinnen anlässlich der Wahlen in die Gemeindeexekutiven im Herbst 2009, wo man – im Gegensatz zur SVP – stark zugelegt hatte, rechnete sich auch die Glarner Sektion gute Chancen aus. Für die FDP, die Grünen, die SP und die CVP war die Besitzstandswahrung das Ziel, während die SVP die an die BDP verlorenen Sitze zurückerobern und wieder stärkste Fraktion werden wollte. Die Jungen Grünen / Ökoliberalen, die JUSO, die junge BDP, die EDU und die Freie Liste traten ebenfalls an. Erschwerend kam für alle Parteien hinzu, dass für die Wahlen 2010 der Landrat von 80 auf 60 Sitze verkleinert wurde. Weil lediglich elf Bisherige nicht mehr antraten, kam es zu einem eigentlichen Sesseltanz von 397 Kandidatinnen und Kandidaten. Neu war auch die Wahlkreisziehung: die drei neuen Wahlkreise entsprachen den neuen Gemeinden Glarus-Nord, Glarus und Glarus-Süd.

Ähnlich wie in Bern gingen **sowohl die SVP als auch die BDP als Wahlsiegerinnen** hervor. Die SVP wurde wieder fraktionsstärkste Partei und erhielt 17 Sitze. Das waren zwar zwei Sitze weniger als vor den Wahlen, aufgrund der Verkleinerung des Landrates und angesichts des höchsten Wählerstimmenanteils (26.5%) aber ein Erfolg. Die BDP vermochte zwei Sitze hinzuzugewinnen und ist neu mit zehn Mandaten vertreten (16.1% Wählerstimmenanteil). Auch die Grünen konnten – trotz Ratsverkleinerung – einen Sitz hinzugewinnen (neu sieben Sitze, 11.9%). Diese Gewinne gingen insbesondere auf Kosten der FDP und der CVP, die beide praktisch die Hälfte ihrer Sitze verloren: Während die FDP noch 12 Sitze hat (2006: 23), ist die CVP noch mit sechs Mandaten vertreten (2006: 12). Der markante Verlust der beiden bürgerlichen Parteien wurde als eigentliches Wahldebakel bezeichnet. Die FDP verlor 9.8 Wählerprozentpunkte (2010: 19.4%) und die CVP musste einen Verlust von 4.3 Prozentpunkten einstecken (2010: 11.9%). Im Rahmen hielten sich die Verluste der SP, die neu acht Sitze im Landrat hält und einen Wählerstimmenanteil von 13.9% aufweisen konnte (2006: 12 Sitze, 15.8%). Die Stimmbeteiligung betrug 36.1% und war damit fast gleich tief wie vier Jahre zuvor. Mit sieben Parlamentarierinnen blieb der Frauenanteil gering. Im Juni reichte die Glarner Regierung Strafanzeige wegen mutmasslicher Wahlmanipulation ein. Elf Stimmberechtigte hatten gegen das Ergebnis in Glarus-Nord Beschwerde eingereicht, weil einer der Gewählten – SVP-Mann Siegfried Noser – Stimmberechtigte zum gezielten Ausfüllen des Wahlzettels gedrängt und Wahlgeschenke verteilt hätte. Tatsächlich stellten die Behörden Wahlzettel sicher, auf denen lediglich der Name Noser kumuliert aufgeführt worden war. Dabei wurden ähnliche oder gleiche Schriftbilder festgestellt. Ähnliches wurde bei einem nicht gewählten Kandidaten der SP (Osman Sadiku) konstatiert. Da die Beschwerde noch hängig war, konnte Noser im

August nicht vereidigt werden. Im Oktober wurde das Verfahren gegen ihn eingestellt. Allerdings resultierten aus dem graphologischen Gutachten von rund 1800 Wahlzetteln aus dem Wahlkreis Glarus-Nord zahlreiche Ungereimtheiten, was die Regierung bewog, genauere Untersuchungen in Auftrag zu geben. Mitte März 2011 wurde bei mehr als 70 Zetteln Anhaltspunkte für abstimmungsgesetzwidrige Mehrfachausfüllungen gefunden. In der Folge musste die SVP der FDP einen Sitz abtreten, wogegen sie allerdings Beschwerde beim Verwaltungsgericht einreichte, die bei Redaktionsschluss noch hängig war.¹³

WAHLEN
DATUM: 03.10.2010
MARC BÜHLMANN

Im Kanton Zug buhlten 241 Kandidierende um einen der 80 Kantonsratssitze. Die **Linke verlor nach 2002 und 2006 weiter an Wählerstimmen**. Hatten die Alternativen/die Grünen (AL) zusammen mit der SP 2002 noch 27% aller Wählerstimmen erhalten, waren es bei den Wahlen 2010 noch 21.7% (AL: 12.6%; SP: 9.1%). Dies wirkte sich zwar nicht für die SP (acht Sitze), wohl aber für die AL aus, die vier ihrer zwölf Sitze abgeben musste, wovon zwei an die neu antretenden Grünliberalen gingen (5.2 Wählerstimmenprozent) und zwei an die SVP, die damit neu 19 Mandate innehat (22.7%). Wählerstärkste Parteien bleiben die CVP (23 Sitze, 26.5% Wählerstimmenanteil) und die FDP (20 Sitze, 23.2%), die beide ihre Mandate verteidigen konnten. Das Unabhängige Grüne Forum Hünenberg, die Unabhängige Liste Oberägeri und die Parteilosen – Gruppierungen, die nur in einzelnen Gemeinden Listen aufgestellt hatten – gingen leer aus. Gewählt wurden 19 Frauen, was einen starken Rückgang bedeutet. Nur noch knapp ein Viertel der Kantonsratssitze wird von Parlamentarierinnen gehalten (2006: 33.8%). Die Wahlbeteiligung betrug 45.7%. Vor den Wahlen hatten die AL, die SP, die GP und die CSP sowie Privatpersonen beim Bundesgericht Beschwerde gegen die Wahlkreisziehung und den am 7. März des Berichtsjahres gefassten Volksentscheid eines generellen Verbots von Listenverbindungen eingereicht, die teilweise gutgeheissen wurde. Zwar sei ein Verbot von Listenverbindungen rechtens, nicht aber Wahlkreise, in denen Stimmanteile von mehr als 10% erreicht werden müssen, um gewählt zu werden. Da die Resultate der Kantonsratswahlen von 2010 nicht angefochten wurden, stellte das Bundesgericht diese nicht in Frage. Für die nächsten Kantonsratswahlen vom Herbst 2014 muss das Wahlsystem aber angepasst werden.¹⁴

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

In **sechs Kantonen** fanden 2014 **Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente** statt. Obwohl noch viel Zeit bis zu den eidgenössischen Wahlen blieb, wurden die kantonalen Wahlen in den Medien als Orakel für einen möglichen Ausgang im Herbst 2015 auf nationaler Ebene herangezogen. Von den kantonalen Resultaten Trends abzulesen, gestaltet sich aus mindestens drei Gründen als eher schwierig. Erstens sind kantonale Kontexte sowohl für kantonale als auch für nationale Wahlen sehr unterschiedlich. Kantonale Wahlen lassen sich weder untereinander noch mit eidgenössischen Wahlen einfach vergleichen. Zweitens fanden 2014 kantonale Wahlen in den eher kleinen Kantonen Zug, Nidwalden, Obwalden und Glarus statt. Hier ist nicht nur das kantonale Umfeld verschieden, sondern diese Kantone sind auch als Wahlkreise für die nationalen Wahlen aufgrund ihrer geringen Sitzzahlen eher wenig bedeutend. Drittens lassen sich auch in den beiden grösseren Kantonen Graubünden und Bern keine deutlichen Trends ablesen. So konnte die SVP zwar in den Kantonen Bern und Graubünden um jeweils fünf Sitze zulegen, dies geschah aber nur in Bern auf Kosten der BDP. Oder die SP verlor zwar in Bern zwei Sitze, legte aber in Graubünden um drei Sitze zu. Auch bei der CVP und der FDP gab es keine eindeutigen Entwicklungen. Zwar verlor der Freisinn in den sechs Kantonen insgesamt acht Sitze, in Bern, Glarus und Obwalden konnte man die eigenen Mandate jedoch verteidigen. Auch die CVP konnte ihre Sitze in Glarus halten, musste aber in allen anderen Kantonen einen Sitz (bzw. in Graubünden zwei Sitze) abgeben. In Bern bedeutete dieser Sitzverlust, dass die CVP nicht mehr im kantonalen Parlament vertreten ist. Die Grünen verloren zwar einen Sitz in Bern, konnten aber in Nidwalden (+3 Sitze) und in Zug (+2 Sitze) ihre Mandatszahl um total fünf Sitze ausbauen. Ausser im Kanton Graubünden, wo die beiden Sitze gehalten wurden und in den Kantonen Nidwalden und Obwalden, wo sie nicht antrat, konnte die GLP ihre Mandate jeweils mindestens verdoppeln. Im Kanton Glarus machten die Grünliberalen auf Anhieb zwei Sitze und in Bern konnten sie ihre Mandatszahl von vier auf elf fast verdreifachen. Interessant war die Entwicklung für die BDP, da sie in ihren drei Gründerkantonen antrat. Während sie im Kanton Graubünden um einen Sitz zulegen konnte, und im Kanton Glarus ein Mandat abgeben musste, brach sie im Kanton Bern buchstäblich ein und verlor elf Sitze.

Mit den per Saldo 10 Sitzgewinnen baute die SVP den Anteil an allen kantonalen

Parlamentssitzen erneut aus. Die SVP verfügte Ende 2014 über 573 der total 2559 kantonalen Parlamentssitze (ausgenommen AI), was einem Anteil von 22,4% entspricht. Nach wie vor an zweiter Stelle lag auch Ende 2014 die FDP, die 20,4% aller kantonalen Parlamentssitze ihr Eigen nannte (521 Sitze). Kopf an Kopf lagen Ende 2014 die CVP und die SP, wobei die Christlichdemokraten mit 454 Sitzen (17,7%) noch leicht die Nase vor den Genossen hatten, die über 453 kantonale Mandate verfügten (17,7%). Die fünftstärkste Kraft waren die Grünen, die über 187 Mandate verfügten. Die GLP (89 Sitze) und die BDP (77 Sitze) waren also Ende 2014 in den Kantonen zwar einigermaßen präsent, aber noch einige Sitze von den arrivierten Parteien entfernt. Über immer noch 40 Sitze verfügte die EVP, die vor allem in den Kantonen Bern, Zürich, Aargau und Thurgau auf eine Stammwählerschaft zählen kann. Die extreme Linke hielt 28 Sitze und die EDU verfügte noch über 20 Mandate. Leidglich rund 4 Prozent aller Sitze (107) wurden von anderen Parteien gehalten, wobei in Genf 20 Sitze auf das MCG und im Tessin 22 Sitze auf die Lega entfielen.

In drei der sechs Kantone, in denen die Parlamente gesamterneuert wurden, stieg der Frauenanteil wieder leicht an: In Bern betrug er nach den Wahlen 31,9%. Auch in den Kantonen Glarus (16,7%) und Zug (27,5%) konnten die Frauen leicht zulegen. Abgenommen hat die Frauenquote allerdings in den Kantonen Obwalden (29,1%), Nidwalden (16,7%) und Graubünden (19,2%). Ende 2014 betrug der Frauenanteil in allen Kantonsparlamenten zusammen genau 25% – wobei nur die jeweiligen Resultate unmittelbar nach den Wahlen berücksichtigt wurden – was gegenüber dem Vorjahr (24,6%) eine leichte Steigerung bedeutete.

Die Wahlbeteiligung in den sechs Kantonen war sehr unterschiedlich. Während in den Kantonen Bern und Glarus nicht einmal mehr ein Drittel der Stimmbürgerschaft das Wahlrecht wahrnahm, lag die Beteiligung in Nidwalden und Obwalden knapp unter der 50%-Grenze. In Zug beteiligten sich noch 40,5%. Mit Ausnahme von Glarus hat die Beteiligung damit im Vergleich zu den Wahlen 2010 überall weiter abgenommen. Ein Blick auf alle Kantone und die kantonalen Wahlen zwischen 2010 und 2014 zeigt, dass neben Bern und Glarus auch die Wahlbevölkerung in den Kantonen Aargau, Thurgau und Neuenburg ziemlich wahlfaul ist. Auch hier lag die Beteiligung bei den letzten kantonalen Parlamentswahlen unter einem Drittel. Unter 40% lag auch die Wahlbeteiligung in den Kantonen Zürich, Uri, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Appenzell Ausserrhodon und St. Gallen. Einzig in den Kantonen Schaffhausen, Tessin und Wallis machten mehr als 50% der Bevölkerung von ihrem Wahlrecht Gebrauch. In der Hälfte der 24 Kantone – die Wahlbeteiligung wird nicht erhoben in den Kantonen Appenzell Innerrhodon und Graubünden – zeigte sich im Vergleich zu den letzten Wahlen eine Abnahme der Wahlbeteiligung.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 01.06.2014
MARC BÜHLMANN

Im Kanton Glarus kam es zur äusserst seltenen Situation, dass **alle amtierenden Landratsmitglieder wieder zu den Erneuerungswahlen Anfang Juni antraten**. Lediglich zwei Sitze waren vakant: Jene von Marianne Lienhard (svp) und Benjamin Mühlemann (fdp), die im Februar in die Regierung gewählt worden waren. Freilich hatte es während der Legislatur nicht weniger als 19 frühzeitige Rücktritte gegeben. Neben den 58 Bisherigen traten 294 weitere Kandidierende an. Spannend schien die Ausgangslage, weil sowohl der FDP (aktuell 12 Sitze) als auch der SVP (17 Sitze) aufgrund der Resultate bei den Exekutivwahlen Sitzgewinne zugetraut wurden. Beide hatten bei den Parlamentswahlen von 2010, bei denen die Sitzzahl von 80 auf 60 verringert worden war, arg Federn gelassen und jeweils 10 Sitze eingebüsst, wobei die SVP-Niederlage wohl auch mit der Konkurrenz durch die damals neu gegründete BDP zu erklären ist. Obwohl eben diese BDP mit der grössten Anzahl an Kandidierenden (86) zu den Wahlen 2014 antrat – in allen drei Gemeinden jeweils mit zwei Listen –, war fraglich, ob sie ihre zehn Sitze würde halten können. Eher im Gegenwind stand die SP, die im Februar ihren Regierungssitz verloren hatte. Ihr Ziel war die Verteidigung der acht Mandate. Dieses Ziel steckten sich auch die Grünen, die bei den Wahlen 2010 neben der BDP als einzige Partei zugelegt und nun sieben Sitze zu verteidigen hatten. Die mit fünf Abgeordneten im Landrat sitzende CVP trat lediglich in zwei der drei Gemeinden mit einer Liste an. Erstmals stellten sich im Kanton Glarus die Grünliberalen zu den Landratswahlen. Allerdings verfügte die GLP aufgrund eines Parteiwechsels bereits vor den Wahlen über ein Mandat: 2013 gründeten ehemalige Christlichsoziale die GLP. Dazu gehörte auch der amtierende Landrat Franz Landolt (alt csp, neu glp). Ebenfalls zu den Wahlen trat die Sozial-Liberale Bewegung (SLB) mit drei Kandidierenden an, die in früheren Wahlen noch unter dem Etikett der EDU aufgetreten waren. In Glarus und in Glarus Süd trat die FDP mit zwei Listen an. In diesen beiden Gemeinden kam es zudem zu einer Listenverbindung zwischen SP, GP und GLP. Neben dem Zusammengehen von GP und

SP in Glarus Nord kam es zu keinen weiteren Listenverbindungen. Für etwas Polemik im ansonsten lauen Wahlkampf sorgte der Umstand, dass sich die BDP weigerte, an einer Smartvote-Umfrage teilzunehmen. Die BDP wolle sich nicht in ein Spidernetz zwängen lassen, gab ihr Parteipräsident Karl Mächler zu Protokoll. Die kantonalen Parlamentswahlen standen im Schatten der gleichzeitig stattfindenden Ersatzwahl für den durch den Rücktritt von This Jenny (svp) frei gewordenen Ständeratssitz.

Die **Wahlen vom 1. Juni 2014** standen schliesslich **im Zeichen von Stabilität**. Zwar gewannen die Grünliberalen (neu 2 Sitze; 4,6%) und die CVP (neu 6 Sitze; 10,5%, - 1,4 Prozentpunkte) auf Kosten der SP (neu: 7 Sitze; 11,5%, - 2,4 Prozentpunkte) und der BDP (neu: 9 Sitze; 15,1%, - 1 Prozentpunkt) je ein Mandat – die GLP konnte zudem das ehemalige CSP-Mandat verteidigen –, alle anderen Parteien konnten aber ihre Sitzzahl von vor den Wahlen halten. Nur bedingt zufrieden mit diesem Resultat waren die FDP und die SVP, die sich auch aufgrund der Erfolge bei den Regierungsratswahlen im Februar mehr versprochen hatten. Die FDP hatte 0,9 Prozentpunkte an Wählerstärke verloren (neu: 18,5%). Die SVP wiederum haderte mit dem Umstand, dass sie zwar in der Wählergunst um 2,4 Prozentpunkte zulegen konnte (neu: 28,9% Wähleranteil), sich dies aber nicht in Sitzgewinne ummünzen liess. Die Grünen hatten zwar im Vergleich zu 2010 Wählerstimmen verloren (neu: 10,8%; - 1,1 Prozentpunkte), zeigten sich aber mit der Verteidigung ihrer Mandate zufrieden. Nicht ins Geschehen eingreifen konnte erwartungsgemäss die SLB. Die Stabilität war interessanterweise nur bedingt dem Umstand geschuldet, dass alle Bisherigen wieder angetreten waren, wurden doch deren neun nicht bestätigt. Weil sich die GLP mit der SP und der GP verbunden hatte, wollte die CVP die Grünliberalen nicht mehr in ihre Fraktion aufnehmen. Keinen Zuwachs verzeichnete der Frauenanteil: zwar wurden nicht mehr nur sieben, wie nach den Wahlen 2010, sondern zehn Kandidatinnen gewählt, durch Nachrücken waren aber schon unmittelbar vor den aktuellen Wahlen zehn Landratssitze von Frauen besetzt gewesen. Die Wahlbeteiligung lag bei tiefen 32%.¹⁶

WAHLEN
DATUM: 05.10.2014
MARC BÜHLMANN

Noch im September 2013, also im Vorjahr der anstehenden Zuger Kantonsratswahlen 2014, hatten die Zugerinnen und Zuger eine **neue Sitzverteilung nach dem System des Doppelproporzverfahrens** – dem so genannten **doppelten Pukelsheim** – angenommen. Gleichzeitig mit dem neuen Verfahren wurden Wahlquoten eingeführt: Das neue Wahlverfahren bringt zwar eine Verbesserung hinsichtlich der Repräsentation des Wählerwillens, kann aber auch zu einer Zersplitterung des Parteiensystems mit zahlreichen kleinen Parteien führen, die mit dem Verfahren grössere Erfolgchancen haben. Um dies zu verhindern wird mit dem doppelten Pukelsheim in der Regel eine Erfolgshürde eingebaut. Im Kanton Zug muss eine Partei 5 Prozent der Stimmen in einem Wahlkreis oder 3 Prozent im gesamten Kanton erhalten, um Anspruch auf einen Sitz zu haben. Gegen diese Hürden regte sich in Zug allerdings Widerstand. Die Piratenpartei Zentralschweiz legte Mitte Juni 2014 beim Regierungsrat Beschwerde gegen die Anwendung der Hürde ein. Diese war bei den Wahlen im Oktober noch beim Bundesgericht hängig. Die Meinungen zum neuen Verfahren waren geteilt. Das Zuteilsverfahren nach Pukelsheim garantiere, dass jede Stimme gleichviel zähle, egal ob die Stimme aus einer grossen oder kleinen Gemeinde stamme, was der Linken durchaus zugutekäme, erwartete Jolanda Spiess (al-gp), wohingegen von rechts-bürgerlicher Seite als ungerecht empfunden wurde, dass ein eigentlich in einer Gemeinde gewählter Kandidierender einer Partei zu Gunsten einer Kandidatin einer Minderheit verzichten müsse, obwohl diese Minderheit im entsprechenden Wahlkreis gar keinen Sitz erhalten hätte. So würden die grossen Gemeinden den kleinen vorschreiben, wer für sie in den Kantonsrat gehe, meinte etwa der Zuger Nationalrat und Wahlkampfleiter Gerhard Pfister (cvp). Die Parteien schielten insbesondere auf die Wahlen in Nidwalden, die ebenfalls neu mit dem Pukelsheim durchgeführt worden waren und der kleinen Linken einen Erfolg beschert hatte. Allerdings war die Ausgangslage in Zug von jener in Nidwalden verschieden. Prognosen waren deshalb schwierig und die allgemeine Verunsicherung bei allen Parteien entsprechend gross. Von einem „Blindflug“ war gar die Rede.

Zu reden im Kanton gaben auch die **zahlreichen Rücktritte während der Legislatur** – acht an der Zahl. Zwar gäbe es Gründe für einen vorzeitigen Rücktritt – so werde etwa die zeitliche Belastung des politischen Mandats von vielen unterschätzt – die Meinungen über taktische Kandidaturen, die einer Partei zu Stimmen verhelfen um dann kurz nach den Wahlen in einen Rücktritt zu münden oder aber über die taktischen Rücktritte kurz vor den Wahlen, um den Nachrückenden den Stempel „Bisheriger“ zu verschaffen, gingen auseinander. Während die SP-Präsidentin Barbara Gysel diese als Realität bezeichnete, waren sie für CVP-Präsident Martin Pfister ein No-Go. Insgesamt traten 246 Kandidierende für die 80 Sitze im Kantonsrat (2010: 231 Kandidierende) an, darunter 65 Frauen (26%).

Die CVP kündigte früh an, um jeden Sitz kämpfen zu wollen, weil man aufgrund des neuen Wahlverfahrens mit Verlusten rechnete. Die Christlichdemokraten sassen seit den Wahlen 2010 mit 23 Vertreterinnen und Vertretern im Kantonsrat. Ziel sei es, stärkste Partei zu bleiben. Die CVP schickte 49 Kandidierende ins Rennen. Auch die FDP sondierte bereits im Frühjahr 2014 mögliche Kandidierende, von denen sie dann 42 präsentierte. Für den Freisinn hiess das Motto, die Wählerstärke zu steigern, um mit dem neuen Verfahren die bisherigen Sitze (20) halten zu können. Auch die SVP (19 Sitze), die mit 44 Kandidierenden antrat, setzte hohe Ziele: man wolle nicht mehr nur drittstärkste Partei sein. Zwar hätten die bürgerlichen Parteien zusammen 77% der Wählerstimmen hinter sich, bürgerliche Politik müsse aber anders aussehen, was nur mit einer stärkeren SVP umgesetzt werden könne, gab Parteipräsident Markus Hürlimann zu Protokoll. Die Alternativen–die Grünen, in Zug die stärkste linke Kraft mit acht Sitzen, die das neue Wahlverfahren mit am vehementesten gefordert hatten, rechneten mit Sitzgewinnen. Ziel war, wieder Fraktionsgrösse (12 Sitze) zu erreichen, wie dies bereits 2006 der Fall gewesen war. Die Partei trat als gemeinsame Liste aus Grünen, Christlich Sozialen und Jungen Alternativen an, auf der insgesamt 50 Kandidierende figurierten. Dabei stellten die Alternativen nicht nur am meisten Kandidierende, sondern die Liste war fast geschlechterparitätisch mit einem Frauenanteil von 48%. Die SP erwartete nicht den gleichen Erfolg wie ihre Schwester in Nidwalden und gab als Ziel den Status Quo (8 Sitze) an. Dies werde schon deshalb schwierig genug, weil die SP mit dem alten System traditionellerweise gar nie in allen Gemeinden angetreten sei. Die SP trat als gemeinsame Liste aus SP, JUSO und SP-Frauen mit insgesamt 31 Kandidierenden auf. Die Erwartungen der kleineren Parteien waren ambivalent. Die GLP (bisher 2 Sitze) erhoffte sich dank des doppelten Pukelsheim einen Sitzgewinn, den sie mit total 27 Kandidierenden realisieren wollte. Die Chancen der erstmals mit 3 Kandidaten antretenden Piratenpartei, die neu eingeführte Wahlhürde zu schaffen, wurden hingegen als gering eingeschätzt. Die grösste Herausforderung für die kleinen und weniger verankerten Parteien SP, GLP und Piraten war es, die Listen möglichst in allen Gemeinden zu füllen, was von den arrivierten Parteien prompt als Gefahr für die Qualität des Kantonsparlamentes bezeichnet wurde.

Bei den Wahlen Anfang Oktober, bei denen sich 40,5% der Berechtigten beteiligten (2010: 43,6%), zeigten sich die aufgrund der veränderten Ausgangslage erwarteten **Verschiebungen allerdings in überraschend geringem Umfang**. Insbesondere die Erwartung, dass der doppelte Pukelsheim tendenziell zu Sitzverlusten bei grossen Parteien führe, wurde nur bedingt bestätigt. Zwar musste die FDP Federn lassen – sie verlor zwei Sitze (neu: 18 Sitze) und büsste einen Prozentpunkt an Parteistärke ein (neu: 22,1%) – die CVP als stärkste Fraktion verlor aber lediglich einen Sitz (neu: 22 Sitze) und konnte sogar leicht an Wählerstärke zulegen (neu: 26,8%; + 0,3 Prozentpunkte). Die SVP konnte ihre 19 Sitze halten und stieg mit einem Wählerzuwachs um 0,9 Prozentpunkte neu zur zweitstärksten Fraktion auf (neu: 23,6%). Auch im linken Lager waren die Verschiebungen gering. Nicht die kleinere SP konnte vom neuen Wahlsystem profitieren – sie gab im Gegenteil einen Sitz ab und kommt neu noch auf sieben Sitze (neu 9,3%) – sondern die im Kanton Zug traditionell stärkeren Alternativen–die Grünen, die um zwei Sitze zulegen konnten und neu zehn Sitze im Kantonsrat besetzen (neu: 12,8%), darunter auch ein Sitz der CSP. Der Sitzverlust der SP wurde in den Medien auf einen taktischen Fehler zurückgeführt, weil die SP in den kleinen Gemeinden Neuheim und Menzingen nicht angetreten war. Vom doppelten Pukelsheim profitiert haben dürften die Grünliberalen, die sich im Vergleich zu 2010 über eine Verdoppelung ihrer Mandate freuen durften (neu: 4 Sitze). Definitiv keine Chance hatten die Piraten, die mit einem Wähleranteil von 0,4% deutlich an der 3 bzw. 5-Prozent-Hürde scheiterten, was ihrem juristischen Widerstand weiteren Auftrieb gab.

Im Dezember wies dann allerdings auch das Bundesgericht die Beschwerde der Piratenpartei ab. Zwar müsse man mit Sperrklauseln zurückhaltend sein – das Bundesgericht hatte schon früher eine Obergrenze von 10 Prozent festgelegt – die 3 bzw. 5-Prozent-Hürde in Zug sei aber massvoll und könne der Gefahr einer Effizienzbeeinträchtigung und Verkomplizierung des Ratsbetriebs durch zu viele kleine Parteien begegnen.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 10.06.2018
ANDREA DENZ

Im **Kanton Glarus** fanden im Juni **Erneuerungswahlen** für den 60-köpfigen **Landrat** statt. Gewählt wurden die Abgeordneten in drei Wahlkreisen, welche den Gemeinden Glarus, Glarus Süd und Glarus Nord entsprachen. Da es im Kanton Glarus die Landsgemeinde ist, welche über Gesetzesanträge und -abänderungen abstimmt, fällt dem Landrat im legislativen Bereich hauptsächlich eine vorbereitende Rolle zu. Dennoch wurde den Wahlen einige Aufmerksamkeit zuteil. Im Landrat war die SVP-Fraktion mit bis anhin 17 Mitgliedern am zahlreichsten besetzt.

Bei den anderen bürgerlichen Parteien stellte die FDP 12 Vertreter, die BDP 9, die CVP 6 und die GLP deren 2. Die SP und die Grünen waren schliesslich mit je 7 Landrätinnen und Landräten vertreten. Der Glarner Landrat ist bekannt für eher stabile Konstellationen, wobei die Gründung der BDP 2008 die Politlandschaft etwas aufgewirbelt hatte. Im Allgemeinen wurde bei den diesjährigen Wahlen aber nicht von deutlichen Verschiebungen ausgegangen. Die Stabilität zeigte sich auch am Umstand, dass 59 der 60 Bisherigen wieder antraten. Einzig Kaspar Becker von der BDP musste ersetzt werden, weil er im März zuvor in den Regierungsrat gewählt worden war. In Glarus Nord würde es zudem mindestens einen neuen Landrat oder eine neue Landrätin geben, da die Gemeinde einen Sitz auf Kosten von Glarus Süd erhielt. Mit Ausnahme der GLP – welche sich auf Glarus Nord und Glarus konzentrierte – traten alle Parteien in allen drei Gemeinden an. Neben den etablierten Parteien präsentierte sich in Glarus Nord ausserdem die Liste «Unsere Zukunft», welche mit der SVP eine Verbindung einging.

Ein immer wieder aufkommendes Thema war der tiefe Anteil an Frauen im Parlament, der nur 18.3% betrug. Auch heuer rief die Gleichstellungskommission des Kantons wieder zur Wahl von mehr weiblichen Kandidierenden auf. Unter den 400 Anwärterinnen und Anwärtern waren dieses Mal immerhin 131 Frauen zu finden, was einem Anteil von 33% entsprach (2014: 30%).

Bezüglich Wahlzielen gab man sich bei den meisten Parteien eher bedeckt. Aus den Regierungsratswahlen vom Frühjahr liessen sich kaum Tendenzen feststellen, da alle bürgerlichen Parteien ihre Sitze problemlos verteidigt hatten. Dem nationalen Trend entsprechend, rechneten sich aber die Sozialdemokraten gute Chancen aus. Parteipräsident Jacques Marti gab bekannt, dass die Fraktion von sieben auf neun Sitze wachsen solle.

Eine Auswertung der Online-Wahlhilfe smartvote verdeutlichte, dass die Glarner Parteienlandschaft mehr Überlappungen aufwies, als dies in anderen Kantonen der Fall war. Die weniger starke Polarisierung zeigte sich zum Beispiel daran, dass der am weiteste rechts stehende SP-Kandidat weiter rechts positioniert war als der am weitesten links stehende SVP-Kandidat. Ferner scheinen auch die Überschneidungen zwischen BDP und CVP kleiner zu sein als anderswo.

Die Wahlen vom 10. Juni waren in der Tat von wenig Veränderung geprägt. Am meisten zulegen konnte die GLP, welche 7.1% Wähleranteil (+2.5 Prozentpunkte) erreichte und ihre Sitzzahl auf 4 verdoppeln konnte. Ebenfalls verbessern konnte sich die SP, welche einen Sitz dazu gewann und neu auf 8 Mandate kam. Ihr Wähleranteil stieg auf 12.9% (+1.4 Prozentpunkte). Je einen Sitz abgeben mussten die bürgerlichen Parteien BDP (13.5%, -1.6 Prozentpunkte) und FDP (17.6%, -0.9 Prozentpunkte). Die BDP kam noch auf 8 Sitze; die FDP auf 11. Die SVP büsste zwar 2 Mandate ein, jedoch eines davon auf Kosten der Liste «Unsere Zukunft». Da sich letztere im Landrat mit der Volkspartei zusammen tat, verkleinerte sich die SVP-Fraktion nur um ein Mitglied. Die SVP blieb aber mit 27% Wähleranteil (-1.9 Prozentpunkte) und 15 Sitzen klar stärkste Partei. Ihre Mandate halten konnten die Grünen (7 Sitze; 11.5%, +0.7 Prozentpunkte) und die CVP (6 Sitze; 10.3%, -0.2 Prozentpunkte). Somit kam es in Glarus zu einer leichten Verschiebung zur politischen Mitte hin. Insgesamt wurden 7 bisherige Mitglieder des Landrats abgewählt. Der Frauenanteil stieg nur leicht auf 21.7% an, womit neu 13 statt wie bisher 11 Vertreterinnen im Parlament sitzen. Einen Wermutstropfen gab es in Sachen Wahlbeteiligung zu vermelden: Sie sank auf historisch tiefe 29.5% (2014: 32.3%).¹⁸

WAHLEN
DATUM: 07.10.2018
MARLÈNE GERBER

Am Zuger «Super Sunday», dem 7. Oktober 2018, bestellte der **Kanton Zug** neben der Regierung und den Gemeindebehörden auch den **Kantonsrat** neu. Der 80-köpfige Kantonsrat wird dabei in allen 11 Wahlkreisen nach dem Proporzsystem gewählt, wobei die Mandatszuteilung seit 2014 nach dem Doppelten Pukelsheim erfolgt. Insgesamt stellten sich 267 Kandidierende zur Wahl (2014: 246), davon 30.3% Frauen (2014: 26%). 63 bisherige Kantonsrätinnen und Kantonsräte traten zur Wiederwahl an. Während in den Wahlkreisen Oberägeri, Menzingen, Cham, Hühnenberg und Walchwil alle Bisherigen erneut kandidierten, gab es in den restlichen sechs Kreisen für mindestens je einen Sitz eine Vakanz. Im Wahlkreis Zug kandidierten von den 19 Bisherigen gar nur deren 12 erneut, ähnliche Verhältnisse lagen in Baar vor (11 von 15).

Generell fanden die Zuger Kantonsratswahlen im Schatten der Regierungsratswahlen und der dort virulenten «Villiger-Affäre» statt. Wahlkampfpräsenz verschaffte sich die Frauenzentrale Zug, die mit ihrer Plakatkampagne «Es braucht beide!» und einer eigenen, zur Präsentation der Kandidatinnen eingerichteten Webseite darauf aufmerksam machen wollte, dass Frauen im Vergleich zu ihrer Bevölkerungsstärke in der Politik noch immer stark untervertreten sind. Doch auch diese Diskussion wurde im

Wahlkampf in erster Linie mit Blick auf die (fehlende) Frauenvertretung in den Exekutivämtern auf lokaler und kantonaler Ebene geführt.

Die Gewinnerinnen und Gewinner der Kantonsratswahlen fanden sich im linken Lager. Die grössten Sitzgewinne verzeichnete die SP (+2), womit sie neu mit 9 Parlamentarierinnen und Parlamentariern im Rat vertreten war. Um einen Sitz legten die Alternative – die Grünen (ALG) zu, die neu 11 Mandate im Kantonsrat hielten. Für die beiden linken Parteien war der Schachzug, in mehr Gemeinden zu kandidieren als bei den vorangegangenen Wahlen, somit aufgegangen. Die drei grossen bürgerlichen Parteien verloren hingegen je einen Sitz und stellten neu 21 (CVP), 17 (FDP) und 18 Mandate (SVP). Die CVP verblieb somit stärkste Partei. Die GLP konnte ihre 4 Sitze unverändert halten, verpasste damit aber erneut Fraktionsstärke. Alles in allem blieben die Mehrheitsverhältnisse im Kantonsrat also trotz kleiner Sitzrochaden unangetastet und die Euphorie bei den Siegern blieb gedämpft, was auch von der Tatsache herrührte, dass die Zuger Exekutive in der Legislatur 2019-2022 neu ohne linke Vertretung regieren wird.

Einen zusätzlichen Sitzverlust musste die FDP hingegen kurz nach den Wahlen im Wahlkreis Walchwil einstecken. Dort kam es nämlich im Februar 2019 zu einer Ergänzungswahl, da dem gewählten Kantonsrat Florian Weber (fdp) am Super Sunday auch der Einzug in den Regierungsrat gelungen war und die FDP Walchwil bei den Kantonsratswahlen lediglich eine Einerliste präsentiert hatte. Mit einem knappen Vorsprung von 527 zu 517 Stimmen setzte sich der Sozialdemokrat Guido Suter gegen den freisinnigen Christophe Lanz durch.

Von den 63 wieder angetretenen Kantonsrätinnen und Kantonsräten verpassten insgesamt deren 11 die Wiederwahl. Darunter befindet sich mit Beat Sieber ein Chamer Kantonsrat, der während der zur Neige gehenden Legislatur von der FDP zur SVP gewechselt hatte. Die FDP konnte diesen verlorenen Sitz im Wahlkreis Cham zurückerobern. Ebenfalls nicht wiedergewählt wurden mit Marcel Peter (fdp), Daniel Marti (glp), Sepp Grob (cvp), Remo Peduzzi (cvp) und Fabian Freimann (sp) fünf Bisherige, die erst im Verlaufe der vergangenen Legislatur ins Parlament nachgerutscht waren. Die 13 Kantonsrätinnen, die erneut kandidierten, wurden alle wiedergewählt. Insgesamt schafften 23 Frauen und 57 Männer den Einzug ins kantonale Parlament, womit der Frauenanteil im Zuger Kantonsrat neu 27.5% beträgt. Die Stimmbeteiligung betrug 43.5% (2014: 42.9%).¹⁹

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 18.03.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Glarner Regierungsratswahlen, welche immer vor den Landratswahlen und vor der Landsgemeinde stattfinden, wurden bei einer Stimmbeteiligung von 51% **für die zurückgetretenen Emil Fischli (cvp) und Martin Brunner (sp) die Kandidaten Rudolf Gisler (cvp) und Werner Marti (sp)** gewählt. Ein zweiter sozialdemokratischer Kandidat erreichte zwar ebenfalls das absolute Mehr, schied aber als überzählig aus der Wahl. Zwei parteilose Kandidaten erlangten das absolute Mehr nicht. Die **bisherigen Regierungsräte wurden alle bestätigt**.²⁰

WAHLEN
DATUM: 11.11.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen für die Zuger Regierung lösten die seit 1982 geltende parteipolitische Zusammensetzung von je drei FDP- und CVP-Vertretern und einem Sozialdemokraten auf. Ein **Vertreter der äussersten Linken**, Hanspeter Uster von der Sozialistisch-Grünen Alternative (SGA), welche mit vier Sitzen im 80köpfigen Parlament vertreten ist, konnte dank der Listenverbindung mit der SP und dem in Zug für die Wahl des Regierungsrats angewendeten Proporzsystem einen Regierungssitz auf Kosten der FDP erobern. Zug ist damit der **einzige Deutschschweizer Kanton mit einer grünen Regierungsbeteiligung**.²¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Wahlen in die Kantonsregierungen kam es parteipolitisch in **vier Kantonen** zu einer **neuen Zusammensetzung**: In Glarus konnte die SP der CVP einen Regierungssitz wegnehmen, in Baselland gewann die CVP einen Sitz auf Kosten der SVP. Im Waadt verlor die FDP einen Sitz zugunsten der Grünen, während im Jura der Combat socialiste und die CSP ausschieden und der FDP und der SP den Wiedereintritt in die Regierung ebneten. Auffällig ist die **Nichtbestätigung** gleich **dreier bisheriger Regierungmitglieder**: Jules Landolt (cvp, GL), Odile Montavon (combat socialiste, JU) und Philippe Pidoux (fdp, VD) wurden nicht wiedergewählt. Deutlich ist auch die

Zunahme des Frauenanteils in den Exekutiven: Baselland und Zug wählten ihr erstes weibliches Regierungsmitglied, während Appenzell Ausserrhodens auf Anhieb zwei Frauen in die Regierung schickte und damit dem Beispiel des Kantons Bern folgte, der mit Elisabeth Zölch ebenfalls eine zweite Frau in die Regierung gewählt hat. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern 16 (9,6%) von Frauen besetzt (1993: 11; 6,6%).

WAHLEN
DATUM: 20.03.1994
EVA MÜLLER

In Glarus hatte eine Führerausweis-Affäre von Landammann Jules Landolt, welcher deshalb von der CVP nicht mehr portiert wurde, Folgen. In der Folge verpasste Landolt im Alleingang die Wahl knapp, wie auch die offizielle Kandidatin der CVP, Theres Pianta. Lachende **Gewinnerin** war die **SP**, welche von der CVP im fünften Anlauf den zweiten Sitz zurückholen konnte. Damit wurde die seit fast drei Jahrzehnten bestehende parteipolitische Zusammensetzung der Regierung (2 CVP, 2 SVP, 2 FDP, 1 SP) gesprengt. Neu hielt Jakob Kamm (sp) in der Exekutive Einzug. Die sechs anderen Regierungsmitglieder wurden problemlos wiedergewählt.

Der bisher sehr populäre Landolt war trotz Fahrausweisentzug Auto gefahren und zeigte keine Reue.²²

WAHLEN
DATUM: 13.11.1994
EVA MÜLLER

Der Zuger Regierungsrat setzt sich weiterhin aus drei CVP-Vertretern sowie aus zwei Freisinnigen und je einem SP- bzw. SGA-Mitglied zusammen. **Alle fünf wieder kandidierenden Regierungsräte wurden bestätigt:** Robert Bisig (cvp) mit dem Spitzenresultat, Walter Suter (cvp), Paul Twerenbold (cvp), Hanspeter Uster (sga) und Urs Birchler (sp). Neu gewählt wurden als Nachfolger von Andreas Iten und Urs Kohler (beide fdp) die Freisinnigen Peter Bossard und Ruth Schwerzmann. Damit nimmt auch in der Zuger Exekutive **erstmals eine Frau** Einsitz.²³

WAHLEN
DATUM: 15.03.1998
URS BEER

In den Glarner Regierungsratswahlen vom 15. März waren zwei Sitze neu zu besetzen. Grosse **Wahlgewinnerin** war die **FDP**, die **auf Kosten der SP** einen dritten Sitz hinzu gewann. Damit setzt sich die Glarner Regierung neu aus **drei** Mitgliedern der **FDP**, **zwei** der **SVP** und **je einem** der **SP** und **CVP** zusammen. Nebst dem bisherigen Regierungsrat Willy Kamm wurde die zweite offizielle Kandidatin der FDP, die Rechtsanwältin **Marianne Dürst-Kundert** als **erste Glarner Regierungsrätin** mit einem Glanzresultat gewählt. Sie ersetzte damit den profilierten, nicht aber unumstrittenen Baudirektor Kaspar Rhyner (fdp). In den letzten zwanzig Jahren hatten insgesamt sechs Frauen erfolglos eine Wahl in die Exekutive versucht. Trotz schwieriger Ausgangslage schaffte auch der dritte, "wild" angetretene, Freisinnige, Pankraz Freitag, den Sprung in die Regierung, zum grossen Ärger der SP, die den Sitz ihres zurückgetretenen Volkswirtschaftsleiters Werner Marti (sp) nicht verteidigen konnte. Kandidaturen ohne Parteiunterstützung haben im Glarnerland Tradition; so wurden in den letzten 25 Jahren vier sogenannte wilde, d.h. nicht von ihrer eigenen Partei nominierte Kandidaten in die Regierung gewählt. Während der bisherige sozialdemokratische Regierungsrat Jakob Kamm mit dem zweitbesten Resultat wiedergewählt wurde, scheiterte der zweite Kandidat der SP, Kaspar Marti, abgeschlagen auf dem zweitletzten Platz. Ebenso klar scheiterte der Versuch der CVP, ihren 1994 an die SP verlorenen Sitz zurückzuholen. Nebst der Wiederwahl des bisherigen Regierungsrates Rudolf Gisler landete der zweite CVP-Kandidat Georg Müller noch hinter Kaspar Marti auf dem letzten Platz. Bei der SVP wurden die beiden bisherigen Röbi Marti und Christoph Stüssi wiedergewählt, wobei Röbi Marti am meisten Stimmen aller Kandidierenden erzielte. Die Stimmbeteiligung lag bei 47,1%.²⁴

WAHLEN
DATUM: 25.10.1998
URS BEER

In den Zuger Regierungsratswahlen vom 25. Oktober war einzig der Sitz des zurücktretenden Sozialdemokraten Urs Birchler neu zu besetzen. Die seit 1991 im Kanton Zug bestehende SVP konnte sich nach den für sie erfolgreichen Zuger Gemeinderatswahlen berechnete Hoffnungen machen, die bisherige Zusammensetzung des Regierungsrates (3 CVP, 2 FDP, 1 SP, 1 SGA) auf Kosten der CVP aufzusprengen. Kleine Parteien haben im Kanton Zug dank dem Listenproporz-Wahlsystem grössere Wahlchancen, da der Einzug in die Regierung schon mit 12,5 Prozent der Listenstimmen gesichert ist. Die SVP ging als grosse Siegerin dieses Wahlwochenendes hervor. Ihr Kandidat, der 62-jährige Zuger Unternehmensberater **Paul Flachsmann**, der die dreiköpfige SVP-Fraktion im Kantonsrat angeführt hatte, wurde dank dem

Proporzsystem als erster SVP-Vertreter in die Zuger Regierung gewählt. **Zum ersten Mal** regiert damit ein **SVP-Vertreter** in einer **Innerschweizer Exekutive** mit. Problemlos wiedergewählt wurden die bisherigen Regierungsräte Robert Bisig, Walter Suter (beide cvp), Ruth Schwerzmann, Peter Bossard (beide fdp) sowie Hanspeter Uster von der Sozialistisch-Grünen Alternative (sga). Die SP, die mit zwei Kandidatinnen angetreten war, konnte ihren Sitz nur mit Mühe verteidigen. Kantonsratspräsidentin Monika Hutter-Häfliger rettete den SP-Sitz wenigstens als Restmandat und zog als **zweite Frau in die Regierung** ein. **Abgewählt** wurde **Baudirektor Paul Twerenbold** als Drittplatzierter auf der CVP-Liste. Nach seiner Abwahl wurden in der **CVP** wieder **Rufe nach der Abschaffung des Proporz** und der Einführung eines Majorz-Wahlsystems laut. Damit setzt sich die **Zuger Regierung neu aus 2 CVP, 2 FDP, 1 SVP, 1 SP sowie 1 SGA** zusammen. Die Wahlbeteiligung lag bei 44,3%.²⁵

WAHLEN

DATUM: 07.04.2002
MAGDALENA BERNATH

Bei den Regierungsratswahlen vom März trat Finanzdirektor Christoph Stüssi von der SVP nicht mehr an. Um seinen Sitz kämpften ein offizieller und zwei "wilde" Kandidaten der SVP sowie ein Bewerber aus der SP. Die sechs bisherigen Regierungsräte wurden in ihrem Amt bestätigt. Das beste Ergebnis erzielte Pankraz Freitag (fdp), auf ihn folgten Robert Marti (svp), Jakob Kamm (sp), Willy Kamm (svp), Rudolf Gisler (cvp) und Marianne Dürst (fdp). Unter dem absoluten Mehr blieben Franz Schiesser (sp), die beiden wild kandidierenden SVP-Mitglieder Hans Schnyder und Jakob Trümpi und der offizielle Kandidat der SVP, Hanspeter Gisler. Obschon wilde Kandidaturen in Glarus Tradition haben, drohte SVP-Kantonalpräsident This Jenny den wilden Kandidaten mit dem Parteiausschluss; er konnte jedoch keinen der Kontrahenten zu einem Verzicht bewegen. Im zweiten Wahlgang setzte sich **SP-Landrat Franz Schiesser** deutlich gegen die drei SVP-Bewerber durch und **eroberte den 1998 an die FDP verlorenen zweiten Sitz** zurück.²⁶

WAHLEN

DATUM: 27.10.2002
MAGDALENA BERNATH

Zu den Regierungsratswahlen vom Oktober traten Ruth Schwerzmann (fdp) und Robert Bisig (cvp) nicht mehr an. Für die 7-köpfige Exekutive, die wie der Kantonsrat nach dem Listenstimmenproporz gewählt wird, kandidierten vierzehn Personen auf vier Listen. Die CVP schickte neben Regierungsrat Walter Suter den Fraktionschef im Kantonsrat Beat Villiger, den Vizepräsidenten des Schweizerischen Bauernverbands und ehemaligen Fraktionschef im Kantonsrat Peter Hegglin und den ehemaligen Präsidenten des Handels- und Dienstleistungsverbands Kaspar Zimmermann ins Rennen. Bei der FDP bewarben sich Regierungsrat Joachim Eder, Kantonsrat Matthias Michel und die Gemeinderätin und frühere Kantonsrätin aus Cham, Claudia Bourquin-Fässler. Die SVP kandidierte mit Regierungsrat Hans-Beat Uttinger sowie mit Heinz Tännler und Sandro Murer. Die vereinigte Linke, bestehend aus SP und Sozialistisch-Grüner Alternative (SGA), portierte die Exekutivmitglieder Hanspeter Uster (sga) und Brigitte Profos (sp), den SP-Kantonalpräsidenten Herbert Schuler und den ehemaligen SGA-Kantonsrat Toni Kleimann. Nachdem die CVP vor vier Jahren ihren dritten Sitz an die SVP hatte abtreten müssen, bangte nun die Linke um ihren zweiten Sitz. Doch es waren die Freisinnigen, die von der SVP am stärksten bedrängt wurden; sie konnten ihren zweiten Sitz nur mit einem Restmandat gegen die SVP verteidigen. Die **Linke hingegen erzielte erstmals in der Geschichte des Kantons Zug am meisten Listenstimmen von allen Parteien**, noch vor der FDP und der CVP. Das beste Resultat erzielte Hans-Peter Uster (sga). Die Wiederwahl schafften auch die anderen Regierungsmitglieder Joachim Eder (fdp), Walter Suter (cvp), Brigitte Profos (sp) und Hans-Beat Uttinger (svp). Neu in die Regierung gewählt wurden Matthias Michel (fdp) und Peter Hegglin (cvp). Dieser schlug Beat Villiger um nur gerade 60 Stimmen (0,01%). Bei der SVP musste der ehemalige FDP-Kantonsrat Heinz Tännler und parteiinterne Konkurrent von Hans-Beat Uttinger eine Niederlage einstecken. Obschon er im Wahlkampf aggressiv aufgetreten war und sogar den Parteikollegen in der Regierung attackiert hatte, schnitt er wesentlich schlechter ab als dieser. Da es der SVP nicht gelang, einen zweiten Sitz zu erobern, **blieb die parteipolitische Zusammensetzung der Regierung (2 CVP, 2 FDP, 1 SGA, 1 SP, 1 SVP) unverändert** und entspricht damit den Kräfteverhältnissen im Parlament.²⁷

WAHLEN
DATUM: 12.02.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die Spannung der Wahlen vom Februar erwuchs aus der **Verkleinerung des bisher 7-köpfigen Regierungsrates auf 5 Mitglieder**. Da alle Bisherigen sich erneut zur Wahl stellten, war das Feld für Neubewerber so gut wie verschlossen. Diese Ausgangslage akzentuierte die Wahl als Rivalität zwischen den verschiedenen Persönlichkeiten im Rat. Die **SP verlor ihren zweiten Sitz** in der Regierung, den Franz Schiesser erst 2002 erobert hatte. Die **FDP büsste** zwar den **Sitz von Willy Kamm ein**, hat aber mit Marianne Dürst und Pankraz Freitag als einzige Partei zwei Mitglieder im neuen Regierungsrat. Je einen Vertreter stellen die drei anderen grossen Parteien mit Robert Marti (svp), Jakob Kamm (sp) und Rolf Widmer (cvp), der das beste Ergebnis erzielte. Die Stimmbeteiligung lag bei 43,8%.²⁸

WAHLEN
DATUM: 29.10.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die nach dem **Proporzsystem** durchgeführten Wahlen für den Zuger Regierungsrat zeugten von einer zunehmenden Konkurrenz zwischen den beiden Linksparteien SP und Alternative, die mit einer gemeinsamen Liste angetreten waren. Die SP musste den Sitz, den sie seit 1923 innehatte, an die grünen Alternativen abgeben. Insgesamt kam die linke Liste nur noch auf einen Wähleranteil von 23,5 %, 3,5% weniger als 2002. Sie konnte damit jedoch ihre zwei Sitze im Regierungsrat verteidigen: Manuela Weichelt-Picard und Patrick Cotti (beide neu) belegen für die Alternativen diese beiden Sitze. Die FDP stellte mit 28,8% (+4,6%) die stärkste Liste vor der CVP mit 27,8% (+1,5%); beide blieben damit bei zwei Sitzen. Gewählt wurden bei der FDP die beiden Bisherigen Matthias Michel und Joachim Eder, bei der CVP der Bisherige Peter Hegglin und der neu kandidierende Beat Villiger. Die SVP verteidigte mit einem Stimmenanteil von 20,0% (-2,5%) ihren Sitz; eingenommen wurde er vom neu kandidierenden Heinz Tännler.²⁹

WAHLEN
DATUM: 07.03.2010
MARC BÜHLMANN

Die Regierungswahlen im Kanton Glarus wurden zu **stillen Wahlen**, weil die SVP mangels Kandidaten auf eine eigene Kandidatur für die Gesamterneuerungswahlen verzichtete. Dies, obwohl die Partei, die im Landrat die zweitstärkste Fraktion stellt, seit dem Übertritt von Robert Marti zur BDP (2008) im Kanton Glarus ohne Regierungsbeteiligung ist. **Erstmals in ihrer Geschichte** musste die **Glarner SVP damit auf eine Beteiligung an den Regierungsratswahlen verzichten**, was ihr prompt eine Rüge von der Mutterpartei einbrachte. Ständerat This Jenny, der gleichzeitig die SVP-Fraktion im Glarner Parlament präsidiert, begründete den Entscheid mit dem Umbruch, in dem sich die Partei nach dem Abgang mehrerer Exponenten zur BDP befinde. Man müsse zuerst wieder neue Köpfe aufbauen und wolle keine Alibikandidaturen. Die SP musste somit ihren durch den Rücktritt von Jakob Kamm frei werdenden Regierungssitz mit ihrer Parteipräsidentin Christine Bickel-Vetsch lediglich gegen den parteilosen Dirk van Vliet verteidigen, was ihr problemlos und im ersten Wahlgang gelang. Auch die vier Bisherigen, Andrea Bettiga (fdp), Marianne Dürst (fdp) Robert Marti (bdp) und Rolf Widmer (cvp), der die meisten Stimmen erhielt, schafften das absolute Mehr problemlos. Van Vliet, der vier Wochen vor den Wahlen gegen den Willen seiner Partei eine wilde Kandidatur angekündigt hatte und für die kantonale Exekutive als Parteiloser, für die Gemeindeparlamentswahlen in Glarus aber auf der FDP-Liste angetreten war, gelang lediglich ein Achtungserfolg.³⁰

WAHLEN
DATUM: 03.10.2010
MARC BÜHLMANN

2006 hatte die SP ihren Sitz an die Alternativen verloren, damals aber mitgeholfen, die zwei linken Sitze zu verteidigen. Die beiden Parteien einigten sich nach zähem Ringen darauf, mit einer gemeinsamen Liste zu den Gesamterneuerungswahlen 2010 anzutreten. Obschon nur die Alternativen eine Regierungsbeteiligung innehatten, kamen sie der SP entgegen, indem die Listenarchitektur für die SP vier und für die Alternativen drei Plätze vorsah. Die Alternativen traten dabei mit ihren zwei Bisherigen Manuela Weichelt (die auf der Liste zweimal aufgeführt wurde) und Patrick Cotti (einmal aufgeführt) an. Die SP schickte mit Markus Jans (zweimal aufgeführt), Simone Hutter und Bettina Egler (je einmal aufgeführt) drei Kandidaten ins Rennen. Der Grund für die gewählte Listenarchitektur war eine Reformation des Wahlsystems für die kantonale Exekutive. Neu gilt nicht mehr ein Listenstimmenproporz, sondern – wie im Kanton Tessin – der sogenannte Nationalratsproporz, bei dem jede persönliche Stimme auch als Parteistimme zählt. Gegen das zusätzlich eingeführte Verbot von Listenverbindungen hatten die linken Parteien erfolglos ein Referendum ergriffen. Auch die bürgerlichen Parteien führten jene Kandidaten, deren Förderung im Zentrum stand oder deren Wiederwahl gesichert werden sollte, doppelt auf. Bei der SVP waren dies der bisherige Heinz Tännler sowie der Kantonsrat Stephan Schleiss. Die CVP führte die beiden bisherigen Peter Hegglin und Beat Villiger doppelt und die FDP ihre beiden Regierungsräte Joachim Eder und Matthias Michel. Ergänzt wurden die Listen mit Karin

Andenmatten, Sylvia Binzegger und Thomas Ulrich (CVP), Urs Hürlimann, Andreas Kleeb und Thomas Lötscher (FDP) sowie Thomas Aeschi, Thomas Wyss und Manuel Aeschbacher (SVP). Somit traten alle Bisherigen wieder an, wobei Patrick Cotti als einziger nur einmal auf seiner Liste geführt wurde, was ihm auch prompt zum Verhängnis wurde.

Die **SVP eroberte mit Stephan Schleiss etwas überraschend den zweiten Sitz der Alternativen**. Die SVP machte rund 3'000 Parteistimmen mehr als die vereinigte Linke, die auf 21.7% Wählerstimmen kam. Der SP gelang es somit nicht, in die Regierung zurückzukehren. Alle restlichen Bisherigen wurden problemlos wiedergewählt. Sowohl die CVP als auch die FDP erhielten über 57'000 Parteistimmen und kamen auf einen Wählerstimmenanteil von 27%. Damit wird der Kanton Zug von einer deutlichen bürgerlichen Mehrheit mit je zwei Sitzen für die CVP, die FDP und die SVP regiert. Die Linke ist nur noch mit dem einen Sitz der Alternativen vertreten. Die Wahlbeteiligung betrug 43.9%.³¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

Gleichzeitig zu den Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente standen in den **Kantonen Bern, Obwalden, Nidwalden, Zug und Graubünden** auch die Exekutivwahlen an. Im Kanton Glarus wurde die Regierung rund vier Monate vor dem Parlament bestellt. In fünf der sechs Kantone wurde die Regierungszusammensetzung bestätigt. Einzig in Glarus wurde eine amtierende SP-Regierungsrätin von der SVP verdrängt. Die Glarner Regierung ist damit ab 2014 rein bürgerlich zusammengesetzt. Erfolgreiche Angriffe ritt die SVP in den Kantonen Bern und Nidwalden, wo sie ihre bestehenden Mandate ausbauen, sowie in den Kantonen Graubünden und Obwalden, wo sie erstmals in die Regierung einziehen wollte. Die Angriffe scheiterten in allen vier Kantonen – in Bern allerdings nur sehr knapp. Der Kanton Obwalden bleibt für die SVP damit ein weisser Fleck, was die Regierungsbeteiligung anbelangt. Die Regierungszusammensetzung im Kanton Nidwalden blieb zwar letztlich gleich, dort wurde aber ein amtierender Regierungsrat der CVP abgewählt. Im Kanton Graubünden vermochte die BDP ihre beiden Sitze zu halten und im Kanton Bern wurde die links-grüne Mehrheit ein weiteres Mal verteidigt – allerdings nur dank des garantierten Sitzes der französischsprachigen Minderheit. Die SP musste nicht nur die Abwahl aus der Glarner Regierung verkraften – nach über 72 Jahren Regierungsbeteiligung – sondern sie scheiterte auch mit ihrem Versuch, den vor acht Jahren verlorenen Regierungssitz im Kanton Zug zurückzuerobern.

Werden die Verschiebungen aufgrund der Ersatzwahlen, die 2014 in drei Kantonen durchgeführt werden mussten (BS, NE, TG), berücksichtigt, verteilen sich die total 156 kantonalen Regierungsratssitze per Ende 2014 wie folgt auf die Parteien: Die **FDP** blieb mit im Vergleich zu Ende 2013 unveränderten 42 Sitzen die stärkste Kraft in den kantonalen Exekutiven. Sie hielt 26,9% aller Regierungsmandate. Auch die **CVP** blieb unverändert bei einem Viertel aller Sitze (39; 25%) zweitstärkste Regierungskraft. Die **SP**, die zwar 2014 einen Sitz verloren hatte, hatte nach wie vor knapp mehr als jedes fünfte Regierungsmandat inne (32 Sitze, 20,5%). 14,1% aller Regierungssitze besetzte Ende 2014 die **SVP**, die also gemessen an ihrer Wählerstärke in den kantonalen Regierungen nach wie vor eher untervertreten ist. Die **Grünen** hielten neun Sitze und die restlichen 12 Sitze verteilten sich auf die BDP (4), Parteilose (3), die Lega (2) sowie die CSP, das MCG und die LP (je ein Sitz). Trotz verschiedentlichen Angriffen schaffte es die GLP auch 2014 nicht in eine kantonale Regierung – bei den Ersatzwahlen in Basel-Stadt scheiterte sie allerdings nur knapp.

Im Vergleich zu Ende 2013 konnten die **Frauen wieder um einen Regierungssitz zulegen**. Zwar wurde im Kanton Glarus mit Christine Bickel (sp) eine Frau abgewählt und mit Marianne Dürst Benedetti (fdp, GL) und Esther Gasser Pfulg (fdp, OW) waren 2014 zwei Frauen zurückgetreten, weil Bickel aber durch Marianne Lienhard (svp, GL) und Gasser-Pfulg durch Maya Büchi (fdp, OW) ersetzt wurde und im Kanton Thurgau mit Carmen Haag (cvp, TG) bei Ersatzwahlen eine Frau in die Regierung gewählt wurde, hielten die Frauen neu 36 der schweizweit 156 Regierungssitze (23,1%). Ende 2014 sass damit in allen Kantonen mindestens eine Frau in der Regierung, in sieben Kantonen (ZH, BE, UR, NW, FR, SH, TG) besetzten Frauen jeweils zwei Sitze und im Kanton Waadt ist die Regierung mehrheitlich weiblich (4 Sitze). Die meisten Regierungsrätinnen stellte die SP (13), deren Exekutivämter zu 40,6% durch Frauen besetzt waren. Bei der FDP waren 10 kantonale Exekutivmitglieder weiblich, wobei dies einem innerparteilichen Frauenanteil von 23,8% entsprach – weniger als bei den Grünen, die mit vier Regierungsrätinnen einen innerparteilichen Frauenanteil von 44,4% erreichten. Ebenfalls nur vier der allerdings total 39 Regierungsmandate stellte die CVP (10,3%), die

damit eine noch schlechtere Frauenquote aufwies als die SVP (3 Regierungsrätinnen; 13,6%).

WAHLEN
DATUM: 09.02.2014
MARC BÜHLMANN

Vier der fünf Mitglieder der Glarner Regierung stellten sich für die Gesamterneuerungswahlen vom 9. Februar 2014 zur **Wiederwahl**: Andrea Bettiga (fdp), Christine Bickel (sp), Röbi Marti (bdp) und Rolf Widmer (cvp). Der Rücktritt von Marianne Dürst Benedetti (fdp) nach 16-jähriger Amtszeit machte die Ausgangslage spannend. Die FDP war mit zwei Sitzen in der Exekutive – verglichen mit ihren 12 Sitzen im 60-köpfigen, im Mai neu zu bestellenden Kantonsparlament – übervertreten. Die SVP – mit 17 Sitzen noch vor der FDP stärkste Fraktion im Landrat – war hingegen seit dem Übertritt von Röbi Marti 2008 zur BDP nicht mehr im Regierungsrat vertreten und griff deshalb den frei werdenden Sitz mit der Landrätin Marianne Lienhard (svp) an, die ein Treuhandunternehmen in Glarus leitet. Bis 2002 sass die Volkspartei gar noch mit zwei Vertretern in der damals allerdings noch siebenköpfigen Exekutive. Die Freisinnigen ihrerseits versuchten, ihren zweiten Sitz mit Benjamin Mühlemann zu verteidigen, der seit 2010 im Landrat sass. Keinen Kandidaten stellten die Grünen, unterstützten aber Christine Bickel und wiesen darauf hin, dass Links-Grün ein Sitz in der Regierung zustehe. Da sich die inhaltliche Ausrichtung der neu Kandidierenden kaum unterschied, wurde gemutmasst, dass das Geschlecht und der Wohnort mitentscheidend sein könnten für das Rennen zwischen FDP und SVP. Nicht nur der Frauenbonus sprach dabei für Marianne Lienhard, sondern auch der Umstand, dass sie aus dem in der Exekutive nicht vertretenen Glarus Süd stammt, wohingegen Benjamin Mühlemann in Glarus Nord beheimatet ist, das bereits zwei Regierungsräte stellt. Lienhard wurde zudem vom kantonalen Bauernverband unterstützt. Die Wahl der vier Bisherigen galt als unbestritten, wurde im Kanton Glarus doch letztmals vor 20 Jahren ein amtierendes Regierungsmitglied abgewählt.

Die **Abwahl der amtierenden Christine Bickel (sp)** galt denn auch als faustdicke Überraschung. Die vor vier Jahren ins Departement für Bildung und Kultur gewählte Sozialdemokratin hatte sich wegen ihrer Amtsführung nichts vorzuwerfen. Obwohl sie mit 5'689 Stimmen das absolute Mehr (4'873) deutlich übersprang, musste sie als sechstplatzierte über die Klinge springen. Damit war die SP erstmals seit 1942 nicht mehr in der Glarner Regierung vertreten. Über die Gründe ihrer Abwahl herrschte bei der Glarner SP Ratlosigkeit. Bickel war augenscheinlich das Opfer des Zweikampfes zwischen Marianne Lienhard (svp) und Benjamin Mühlemann geworden, die letztlich beide gewählt wurden, Lienhard mit 7'373 Stimmen und Mühlemann mit 6'303 Stimmen. Der Wahlkampf der beiden Neuen sei wesentlich präsenter gewesen als jener von Bickel. Damit konnte sowohl die FDP ihren zweiten Sitz verteidigen als auch die SVP wieder in die Glarner Exekutive einziehen. Ungefährdet blieben die drei anderen Bisherigen. Andrea Bettiga (fdp) erhielt am meisten, nämlich 9'321 Stimmen, gefolgt von Rolf Widmer (cvp, 8'900 Stimmen) und Röbi Marti (bdp, 7'519 Stimmen). Die Wahlbeteiligung lag – auch aufgrund der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen bei 43,2%. Ebendiese Abstimmungen hätten vor allem die wertkonservativen Glarnerinnen und Glarner an die Urne mobilisiert, was der abgewählten Christine Bickel sicher nicht genützt habe. Der auch bei Urnengängen zu beobachtende Trend hin zu bürgerlich-konservativen Entscheiden habe sich nun auch bei der Regierungswahl gezeigt und resultiere letztlich in einer rein bürgerlichen Glarner Exekutive, war in den Kommentarspalten zu lesen.³²

WAHLEN
DATUM: 05.10.2014
MARC BÜHLMANN

Für die Zuger Regierung bewarben sich **10 Kandidierende, darunter alle sieben wieder antretenden Bisherigen**. Die CVP schickte neben den beiden amtierenden Peter Hegglin (cvp) und Beat Villiger (cvp) den Kantonsrat Martin Pfister (cvp) ins Rennen. Der Angriff der CVP, die Pfister für eine allfällige Nachfolge für den seit drei Legislaturen amtierenden Hegglin aufbauen wollte, wurde teilweise auch als arrogant bezeichnet. Die FDP trat mit Matthias Michel (fdp) und Urs Hürlimann (fdp) wieder an und auch die SVP hatte sich die Verteidigung ihrer beiden von Heinz Tännler (svp) und Stephan Schleiss (svp) besetzten Mandate zum Ziel gesetzt. Ihren Sitz gegen die bürgerliche Übermacht verteidigen wollte auch die Alternativ-Grüne Manuela Weichelt. Die SP versuchte mit Christina Bürgi Dellsberger (sp) ihren vor acht Jahren verlorenen Sitz wieder zurückzuholen. Komplementiert wurde der Kandidatenreigen mit Stefan Thöni, der für die Piratenpartei ins Rennen stieg. Erstmals wurden die Regierungswahlen mittels Majorzverfahren durchgeführt. Ende 2013 hatten fast zwei Drittel der Zuger Stimmberechtigten die Initiative „Ja zur Personenwahl“ gutgeheissen, was ein Ende der 119-jährigen traditionellen Proporzwahl bedeutete. Vor allem die CVP und die FDP, unterstützt von der GLP, hatten sich für diese Reform stark gemacht, was ihnen prompt

den Vorwurf einbrachte, damit ihren Machtanspruch sichern zu wollen. Am meisten vor dem neuen System zu zittern hatten die Grün-Alternativen als kleinste Regierungspartei. Befürchtet wurde eine rein bürgerliche Regierung. Die Umstellung des Systems nicht nur der Exekutivwahlen, sondern auch der Parlamentswahlen, die neu nach dem doppelten Pukelsheim durchgeführt wurden, sowie der Umstand, dass gleichzeitig Gemeindevahlen stattfanden – ebenfalls mittels dem neuen Majorzwahlsystem – versetzte die Verwaltungen im Kanton Zug in Nervosität. Erheblicher Mehraufwand wurde befürchtet, weil die Majorzwahlen nicht mehr mit vorgedruckten Listen durchgeführt wurden. Die ausgeteilten leeren Wahlzettel nach Namen durchzuschauen und ins System einzutragen benötigte wesentlich mehr freiwilliges Personal als früher. Nach einer langen Phase wirtschaftlicher Prosperität musste auch im Kanton Zug der Gürtel enger geschnallt werden. Die niedrigen Steuern hatten dazu geführt, dass die wachsenden Beiträge für den Finanzausgleich nicht mehr bezahlt werden konnten.

Bei den Wahlen am 6. Oktober **wurden die sieben Amtierenden bestätigt**. Am meisten um die Wiederwahl zittern musste wie erwartet Justizdirektorin Manuela Weichelt (algp), die letztlich mit 12'558 Stimmen nur sehr knapp vor Martin Pfister (cvp, 12'353 Stimmen) lag, der das absolute Mehr von 10'524 Stimmen zwar geschafft hätte, letztlich aber als Achteplatzierte über die Klinge springen musste. Am meisten Stimmen erzielte Peter Hegglin (cvp, 21'585 Stimmen). Bereits zum dritten Mal lag der amtierende Präsident der schweizerischen Finanzdirektorenkonferenz zuoberst in der Wählergunst und empfahl sich für seine vierte Amtsperiode. In der Presse wurde allerdings gemutmasst, dass Hegglin sich dank seiner Beliebtheit auch für die eidgenössischen Wahlen für ein nationales Amt, vorzugsweise den Ständerat, empfehle. Dies auch deshalb, weil sein Parteikollege und Ständerat Peter Bieri (cvp) seinen Rücktritt bekannt gegeben hatte. Hinter Hegglin folgten Matthias Michel (fdp, 19'828 Stimmen), Beat Villiger (cvp, 18'479 Stimmen) und Urs Hürlimann (fdp, 18'342 Stimmen). Die beiden SVP-Kandidierenden wurden weniger glanzvoll bestätigt: Heinz Tännler (svp), ebenfalls als potenzieller Anwärter auf ein nationales Amt bezeichnet, wurde von 16'997 Zugerinnen und Zugern gewählt, während Stephan Schleiss (svp) 14'610 Stimmen erzielte. Die SVP erklärte das eher schlechte Abschneiden – eigentlich war man von einem Kopf-an-Kopf-Rennen mit der CVP ausgegangen – mit dem Majorzwahlsystem, das der SVP nicht so gut bekomme wie den Mitteparteien. Deutlich distanziert wurde Christina Bürgi Dellsberger (sp), die lediglich 8'910 Stimmen machte. Mit der Entscheidung nichts zu tun hatte auch Stefan Thöni (3'669 Stimmen). Insgesamt entschied sich die Zuger Wählerschaft – die Stimmbeteiligung lag bei 42,6% – also für Stabilität. Viel zu reden gab der hohe Anteil an ungültigen Stimmen: Fast 10% betrug dieser. Offenbar hatten viele Stimmberechtigten statt des offiziellen Wahlzettels ein Beiblatt in die Urne gelegt, auf dem das neue Wahlsystem mit einem Beispiel erklärt werden sollte: Aufgeführt waren darauf alle Bisherigen. Bald regte sich nicht nur Unmut darüber, dass es offenbar nicht gelungen war, die Wahlanleitung verständlich zu gestalten, sondern auch über den Umstand, dass lange Zeit verstrich, bis die Regierung sich erklärte. Immerhin bestünde die Möglichkeit, dass die Berücksichtigung der ungültigen Stimmen am sehr knappen Vorsprung von Manuela Weichelt etwas ändern könnte. In der Folge wurden gleich zwei Wahlbeschwerden eingereicht. Mitte November entschied das Zuger Verwaltungsgericht, dass zwar keine Neuwahlen angesetzt, aber ein Grossteil der für ungültig erklärten Stimmzettel (2'773 von 2'897) gezählt werden müsse. Am Resultat änderte sich mit der Neuauszählung zwar substantiell nichts, der Vorsprung von Weichelt wuchs allerdings von 205 auf 2'042 Stimmen an, was das Resultat letztlich zusätzlich legitimiere, wie das Gericht argumentierte. Es sprach zudem eine Rüge gegen die Staatskanzlei aus, die bei der Vorbereitung des Wahlmaterials nicht die nötige Sorgfalt habe walten lassen.³⁵

WAHLEN
DATUM: 04.03.2018
ANDREA DENZ

Vor den **Regierungsratswahlen 2018** im **Kanton Glarus** gab es einen Rücktritt zu vermelden. BDP-Magistrat Röbi Marti, welcher 2019 aufgrund Erreichens des Pensionsalters sowieso aus dem Amt geschieden wäre, verkündete auf die Erneuerungswahl hin seinen Abgang. Marti hatte 21 Jahre lang in der Glarner Exekutive gedient, und war ursprünglich noch als SVP-Regierungsrat gewählt worden. Seine vier bürgerlichen Amtskollegen stellten sich allesamt der Wiederwahl. Von der FDP traten Benjamin Mühlemann und Landesstatthalter Andrea Bettiga an. Für die CVP kandidierte der amtierende Landammann Rolf Widmer und für die SVP stellte sich Marianne Lienhard für eine weitere Amtszeit zur Verfügung. Für Martis Nachfolge standen ein BDP- und ein SP-Kandidat bereit. Landrat Kaspar Becker wollte den Sitz für die Bürgerlich-Demokraten verteidigen. Die Sozialdemokraten waren seit der überraschenden Abwahl von Regierungsrätin Christine Bickel vor vier Jahren nicht mehr in der Regierung vertreten. Ändern sollte dies nun Land- und Gemeinderat

Christian Büttiker. Die Grünen verzichteten auf eine Kandidatur.

Der Wahlkampf blieb ausserordentlich konfrontationslos, fand doch beispielsweise kein einziges Wahlpodium im Kanton statt. Zu reden gab höchstens, dass in Leserbriefen hauptsächlich SP-Kandidat Büttiker angegriffen wurde. Dessen Wahlchancen galten im durch und durch bürgerlichen Kanton Glarus allgemein als eher mässig. Offiziell unterstützt wurde er – wenig überraschend – von den Grünen und der Gewerkschaft VPOD.

Auf den mehr oder weniger ereignislosen Wahlkampf folgte am 4. März ein eindeutiges Resultat: Die bürgerlichen Kandidaten – BDP-Mann Becker einbezogen – distanzieren den Sozialdemokraten Büttiker deutlich. Das beste Ergebnis erzielte CVP-Landammann Rolf Widmer (8'790 Stimmen), dicht gefolgt von FDP-Amtsleiter Benjamin Mühlemann (8'722 Stimmen). Die anderen Bisherigen, FDP-Mann Andrea Bettiga (8'399 Stimmen) und SVP-Frau Marianne Lienhard (7'613 Stimmen), folgten dahinter. BDP-Kandidat Kaspar Becker wies zwar mit 6'978 Stimmen etwas Abstand auf die Bestgewählten auf, setzte sich aber deutlich von SP-Mann Christian Büttiker ab, welcher lediglich 3'540 Stimmen erhielt. Das absolute Mehr von 4'678 Stimmen übersprang Becker ebenfalls problemlos. Die Wahlbeteiligung lag mit 41.9 % etwas tiefer als noch 2014 (43.2%); für die Berechnung flossen bei den diesjährigen Wahlen allerdings auch nur noch die gültig abgegebenen Stimmen ein. Beckers Wahl war zwar keinesfalls eine Überraschung, die Deutlichkeit war aber doch eher unerwartet; auch weil man aufgrund der gleichzeitig stattfindenden No-Billag Abstimmung von einer stärkeren Mobilisierung des linken Lagers ausgegangen war. SP-Parteipräsident Jacques Marti schoss am Wahlsonntag und in einem späteren Interview mit der Südostschweiz scharf gegen die BDP, weil er sie beschuldigte, hinter der Leserbriefkampagne gegen Büttiker gestanden zu haben. Becker bezeichnete die Aussagen als «völlig deplatziert», und auch BDP-Präsident Karl Mächler wies den Vorwurf entschieden zurück. Vorwürfe hin oder her, muss sich die SP – nach langwährender Regierungsbeteiligung (1942-2014) – erneut auf Oppositionspolitik einstellen.³⁴

WAHLEN
DATUM: 07.10.2018
MARLÈNE GERBER

Im Oktober 2018 standen im **Kanton Zug** neben der Wahl der Gemeindebehörden auch die Wahlen in den Kantonsrat und in den siebenköpfigen **Regierungsrat** an. Anfang Jahr wurde bekannt, dass die beiden Regierungsräte der FDP, Matthias Michel und Urs Hürlimann, nicht zur Wiederwahl antreten würden.

Im März präsentierte die Geschäftsleitung der freisinnigen Kantonalpartei einen Pool von vier Anwärtinnen und Anwärtern, aus denen die FDP-Basis Anfang April zwei Kandidierende auswählte. Die Basis entschied sich mit dem Parteipräsidenten und Kantonsrat Andreas Hostettler und dem Kantonsrat und Fraktionschef Florian Weber für ein reines Männerticket. Die zur Auswahl stehende Frau, die Steinhausener Gemeinderätin Carina Brüngger landet mit hauchdünnem Abstand auf Platz drei, und somit vor dem Gemeindepräsidenten aus Neuhausen, Roger Bosshart.

Keine Vakanzen zeichneten sich hingegen bei der CVP und der SVP ab. Sowohl die beiden amtierenden CVP-Regierungsräte Beat Villiger und Martin Pfister, als auch die beiden Amtsinhaber der SVP, Heinz Tännler und Stephan Schleiss, wollten sich für eine weitere Legislatur zur Verfügung stellen.

Eher überraschend war der gegen Ende April bekannt gegebene Entscheid der einzigen Zuger Regierungsrätin und amtierenden Frau Landammann – Manuela Weichelt von den Alternativen – die Grünen (ALG) –, bei den Regierungsratswahlen nicht erneut antreten zu wollen. Da bisher lediglich Kandidaturen von Männern bekannt geworden waren – neben dem FDP-Zweiticket und den Bisherigen liess sich auch der GLP-Kantonsrat Daniel Stadlin portieren, der für seine Partei wegen der FDP-Doppelvakanz die Chance auf einen Sitz witterte – machten sich Bedenken breit, dem Kanton Zug werde ab Herbst als aktuell fünftem Kanton der Schweiz eine reine Männerregierung vorstehen. Am raschesten reagierte die CVP. Nur rund eine Woche nach der Rücktrittsankündigung nominierten die CVP-Delegierten mit der Kantonsrätin Silvia Thalmann eine dritte Kandidatur für die Regierungsratswahlen. Bereits im März hatten die Delegierten den Parteivorstand ermächtigt, allenfalls noch eine dritte Person ins Rennen zu schicken, da sie die Chancen auf einen zusätzlichen CVP-Sitz als intakt erachteten. Sowohl für den Parteivorstand als auch für die Kandidatin habe die Überlegung, dass den Wählenden auch eine Frau zur Auswahl stehen solle, zu diesem Entscheid geführt.

Kurz darauf meldete sich der Vorstand der Grünen aus Steinhausen zu Wort. Man habe entschieden, den Kantonsrat und Steinhausener Gemeinderat Andreas Hürlimann zur Verteidigung des ALG-Sitzes aufzustellen. In der Folge entbrannte zwischen der ALG und der SP ein sich in den Leserbriefspalten der Zuger Zeitung abspielendes Hin und Her, das schliesslich darin gipfelte, dass die SP Ende Mai mit der Kantonsrätin und Parteipräsidentin Barbara Gysel ebenfalls eine Kandidatur lancierte, um ihren vor 12

Jahren verloren gegangenen Sitz in der Regierung zurückzuerobern und um die Wahrscheinlichkeit eines reinen Männergremiums zu verkleinern. Die Männerdominanz gab auch innerhalb der FDP zu reden. Nach Bekanntgabe von Weichelts Rücktritt waren die FDP-Frauen an die Kantonalpartei gelangt, um diese zu einer dritten, mit einer Frau besetzten Kandidatur zu bewegen. Die Kantonalpartei entschied daraufhin jedoch aus wahltaktischen Überlegungen, auf eine solche zu verzichten. In den Augen der Freisinnigen stellte die dritte Kandidatur der CVP eine Konkurrenz dar. Um die Chancen auf Halten der beiden parteieigenen Sitze zu maximieren, fahre man mit einem Zweierticket am besten, so der Parteivorstand. Die Freisinnigen waren indes nicht die einzigen, die um ihre Vertretung fürchten mussten: Dass sich von linker Seite zwei Kandidierende präsentierten, wurde von Experten aufgrund des eingeschränkten linken Wählerpotentials in Zug als riskant erachtet. Nicht zuletzt sorgte nur wenige Tage vor den Regierungswahlen die «Auto-Affäre» um den zur Wiederwahl antretenden CVP-Regierungsrat Beat Villiger für Schlagzeilen. Das Online-Magazin Republik machte bekannt, dass die Zuger Staatsanwaltschaft wegen Überlassen seines Fahrzeugs an eine Person ohne Führerschein im Juli 2017 gegen den Zuger Regierungsrat ermittelt hatte. Villiger konnte sich dabei aber erfolgreich auf den Standpunkt stellen, nichts von dem fehlenden Führerschein gewusst zu haben. Pikanter war der Umstand, dass die Person im November desselben Jahres noch einmal ohne Führerschein von der Polizei angehalten worden war, zu diesem Zeitpunkt aber einen Kaufvertrag für das Auto vorlegte, der vor dem ersten Vorfall abgeschlossen worden war. Villiger stand somit auch unter Verdacht, den Vertrag zurückdatiert zu haben, um eine Strafuntersuchung abzuwenden. Das Nennen dieses zweiten Vorwurfs der Urkundenfälschung war dem Magazin Republik aufgrund einer vom Bezirksgericht Zürich verhängten superprovisorischen Verfügung untersagt worden. Trotzdem gelangte der Vorwurf via andere Medien in Umlauf. Unterdessen waren die Strafuntersuchungen jedoch eingestellt worden, da sich der Tatverdacht gegen Villiger nicht erhärtet hatte. Am Wahlwochenende brach Villiger schliesslich via SonntagsBlick das Schweigen und beichtete, dass es sich bei der bis dahin anonymen Person um eine ehemalige Affäre handle.

Der Wahlsonntag vom 7. Oktober schaffte bereits im ersten Wahlgang Klarheit über die zukünftigen Sitzverhältnisse im Zuger Regierungsrat. Am meisten Stimmen erhielten die vier Bisherigen; allen voran Martin Pfister von der CVP (21'679) gefolgt von SVP-Regierungsrat Heinz Tännler (19'042), CVP-Mann Beat Villiger (18'440) und dem zweiten SVP-Vertreter, Stephan Schleiss (18'236). Mit 16'405 Stimmen erzielte die CVP-Kandidatin Silvia Thalmann das fünftbeste Resultat. Mit Andreas Hostettler (15'148) und Florian Weber (15'087) schafften auch die beiden Kandidaten der FDP den Einzug in den Regierungsrat. Das absolute Mehr an Stimmen passierten zwar auch die SP-Kandidatin Barbara Gysel (13'171) und der ALG-Kandidat Andreas Hürlimann (12'856), sie konnten ihre bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen jedoch nicht einholen. Der Regierungsratskandidat der GLP, Daniel Stadlin, scheitert mit 9'622 Stimmen am absoluten Mehr (11'407).

Somit wird der Kanton Zug in der neuen Legislatur nicht von einem reinen Männergremium, aber unter rein bürgerlicher Zusammensetzung regiert. Damit ist der Kanton Uri aktuell der einzige Kanton in der Zentralschweiz, der den freiwilligen Proporz mit einer linken Vertretung in der kantonalen Exekutive hochhält. Villiger gab sich nach der Wahl aufgrund der «Auto-Affäre» Bedenkzeit, ob er die Wahl annehmen wolle. Knappe zwei Wochen später entschied er sich dazu.³⁵

Kantonale Ersatzwahlen

Im Kanton Glarus trat Kaspar Zimmermann (svp) altershalber zurück. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der vier Kandidaten das absolute Mehr, der offizielle SVP-Kandidat **Röbi Marti** erzielte aber klar das beste Resultat vor der CVP-Kandidatin Doris Hösli-Lampe und seinen parteiinternen Rivalen Hans Peter Gisler und Paul Aebli. Im zweiten Wahlgang machte der auch von der FDP unterstützte Marti klar das Rennen. Die **CVP scheiterte mit ihrer Frauenkandidatur**: Hösli, die auch von der SP und den Grünen unterstützt wurde, vermochte ihren Gegenkandidaten in keiner einzigen der 29 Gemeinden zu schlagen. Im Vorjahr war sie bei Ersatzwahlen bereits Willy Kamm (FDP) unterlegen. Der Glarner Regierung gehört somit weiterhin keine Frau an; seit der Einführung des Frauenstimmrechts 1971 war sechsmal eine Frauenkandidatur erfolglos geblieben.³⁶

WAHLEN
DATUM: 06.04.1997
EVA MÜLLER

WAHLENDATUM: 03.10.2001
MAGDALENA BERNATH

Beim **Amoklauf im Zuger Kantonsparlament** vom 27. September kamen neben elf Kantonsräten auch die Exekutivmitglieder Peter Bossard (fdp), Jean-Paul Flachsmann (svp) und Monika Hutter (sp) ums Leben. Da die Regierung in Zug im **Proporzverfahren** bestellt wird, waren **keine Ersatzwahlen** nötig. Joachim Eder (fdp), Brigitte Profos (sp) und Hans-Beat Uttinger (svp) hatten bei den letzten Wahlen auf ihren Listen die ersten Ersatzplätze erreicht und stellten sich als Nachfolger zur Verfügung.³⁷

WAHLENDATUM: 22.02.2004
MAGDALENA BERNATH

Nach vierzehn Jahren Regierungstätigkeit erklärte **Erziehungsdirektor Rudolf Gisler (cvp) seinen Rücktritt**. Die CVP wollte ihren Sitz verteidigen, um sich im Hinblick auf die Gesamterneuerungswahlen 2006, bei denen die Exekutive von sieben auf fünf Mitglieder verkleinert werden soll, günstig zu positionieren. Sie nominierte ihren Fraktionschef im Landrat, Rolf Widmer. Gleichentags schickte die SVP ebenfalls ihren Fraktionschef, Martin Landolt, ins Rennen, um den vor zwei Jahren verlorenen Regierungssitz zurückzuerobern. Nur einen Tag später bestimmten die Grünen Landrat Martin Staub zu ihrem Kandidaten; dieser wurde auch von der SP unterstützt. Damit bewarben sich für den frei gewordenen Sitz drei nach Einschätzung aller Beobachter fähige Personen. Anfang Februar erreichte keiner der Bewerber das absolute Mehr. Der CVP-Vertreter Rolf Widmer lag mit 3718 Stimmen nur knapp vor Martin Landolt (svp) mit 3606, Martin Staub (gp) erreichte 2774. Im zweiten Wahlgang von Ende Februar, zu dem Staub nicht mehr angetreten war, konnte sich **Rolf Widmer (cvp)** mit 420 Stimmen Vorsprung auf Martin Landolt durchsetzen und damit **den Sitz der CVP verteidigen**. Somit bleibt die parteipolitische Verteilung in der Glarner Regierung mit 3 FDP, 2 SP, 1 CVP und 1 SVP bestehen.³⁸

WAHLENDATUM: 24.02.2008
SABINE HOHL

Bei der Ersatzwahl für den nach der **Wahl von Pankraz Freitag (fdp) in den Ständerat** frei gewordenen Sitz in der Regierung traten fünf Kandidaten an: Andrea Bettiga (fdp), Werner Hösli (svp), Fritz Landolt (csp), Heinz Hürzeler (edu) und Fernando Reust (parteilos). Die zwei Sitze in der Regierung besetzende FDP wurde also von einem Kandidaten der SVP (der knapp wählerstärksten Partei) herausgefordert. Die SVP hatte bisher einen Vertreter in der fünfköpfigen Regierung (Robert Marti, der allerdings später im Jahr zur neu gegründeten BDP wechselte). Im ersten Wahlgang erreichte keiner der Kandidaten das absolute Mehr. Am meisten Stimmen holte der SVP-Kandidat Werner Hösli, der um 170 Stimmen vor Bettiga (fdp) lag. An dritter Stelle platzierte sich Landolt (csp). Chancenlos waren Hürzeler (edu) und Reust (parteilos). Landolt (csp) und Hürzeler (edu) traten im zweiten Wahlgang nicht mehr an. In diesem konnte sich **Bettiga (fdp)** vor Hösli (svp) schieben. Er gewann die Wahl mit einem Abstand von 362 Stimmen. Die Wahlbeteiligung stieg auf 43,6% an (1. Wahlgang: 36,7%).³⁹

WAHLENDATUM: 17.01.2016
DIANE PORCELLANA

Suite à l'élection de Peter Hegglin (pdc) au Conseil des Etats, en octobre 2015, une **élection complémentaire à Zoug** a du être organisée. En vue d'occuper le siège laissé vacant du PDC, trois candidats sont entrés en course: Martin Pfister (pdc), Zari Dzaferi (ps) et, pour le Parti Pirate, Stefan Thöni. Martin Pfister ainsi que le candidat du Parti Pirate s'étaient déjà présenté lors des dernières élections régulières en 2014, mais n'avaient pas pu obtenir de siège, bien que Pfister eût recueilli le nombre de voix nécessaires. Les socialistes espéraient récupérer leur siège perdu en 2006. L'Alternative-verte, présente au gouvernement avec la conseillère d'Etat Manuela Weichelt-Picard, avait annoncé son soutien pour le candidat socialiste Zari Dzaferi, dans l'espoir de renforcer la présence socialiste au sein du gouvernement. Depuis 2014, le gouvernement est élu à la majorité absolue. Ainsi, le PDC a maintenu son siège avec Martin Pfister, qui a obtenu cette majorité absolue (13'966 voix) avec 17'844 voix. Le candidat socialiste a recueilli 8'540 voix et le candidat du Parti Pirate 1'547 voix. Ainsi la composition du gouvernement reste-t-elle inchangée.⁴⁰

Eidgenössische Wahlen

WAHLEN

DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Ostschweiz** gehörten die SP, die Grünen und die AP zu den Gewinnern; auf der Verliererseite standen die CVP und die FDP. In St. Gallen eroberte die AP und die GP je einen Sitz. In Glarus ging der einzige Nationalratssitz von der SVP an die SP über. In Graubünden konnte die SP, dank einer Listenverbindung mit den Grünen, der CVP einen Sitz abnehmen. In Schaffhausen blieb die Sitzverteilung unverändert, obwohl die FDP, die CVP und die SP Wähleranteile zugunsten der AP und des Grünen Bündnisses verloren. Gleiches gilt in Bezug auf die Sitzverteilung auch für den Thurgau, wo insbesondere die CVP massiv Wähleranteile einbüsste.⁴¹

WAHLEN

DATUM: 22.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Die **Wahlbeteiligung betrug gesamtschweizerisch 43,4%** gegenüber 42,2% vor vier Jahren. Die höchsten Wahlbeteiligungen wiesen die Kantone Schaffhausen (61,9%) und Zug (53,5%), die geringsten die Kantone Glarus (28,2%) und Waadt (31,5%) auf. Nach Landesteilen verzeichnete die Romandie die tiefste Beteiligung. Unterdurchschnittlich fiel die Wahlbeteiligung gemäss Nachbefragung bei jüngeren Personen, Frauen und Angehörigen der unteren Bildungs- und Einkommensgruppen sowie bei Französischsprachigen aus. Links- wie Rechtswähler haben sich gleich stark an der Wahlen beteiligt. Nichtwählende gaben als Grund am häufigsten an, die Kandidierenden kaum zu kennen.⁴²

WAHLEN

DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Die **Ostschweizer Kantone St. Gallen, Glarus, Thurgau, Schaffhausen, Appenzell-Ausserrhodon und Appenzell-Innerrhodon** hatten insgesamt 24 Sitze zu verteilen. Grosse Gewinnerin war die SVP, die von vier auf sieben Sitze zulegen konnte. In der ehemaligen CVP-Hochburg St. Gallen, wo die SVP vor vier Jahren zum ersten Mal ein Mandat erringen konnte, wurde sie mit einem Wähleranteil von 27,6% zur stärksten Partei. Diese Position eroberte sie auch in Appenzell-Ausserrhodon, wo sie mit 37,5% ihr nationales Spitzenergebnis erzielte; im Thurgau war sie es bereits 1995 stärkste Partei gewesen. Die früher in der Ostschweiz recht starke FP büsste ihre beiden Mandate (SG und TG) ein. Die SP verlor trotz verbesserten Wähleranteilen in St. Gallen einen Sitz; insgesamt eroberte sie in der Ostschweiz fünf Mandate. Die CVP und die FDP konnten ihre sechs resp. fünf bisherigen Sitze verteidigen. Das einzige grüne Nationalratsmandat ging wiederum an Pia Hollenstein (SG).⁴³

WAHLEN

DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Auch in der **Zentralschweiz** schwang die SVP obenaus. Da die kleinen Rechtsausenparteien in der Zentralschweiz bisher kaum vertreten waren, gingen die SVP-Stimmengewinne vor allem auf Kosten von FDP und CVP. Je einen Sitzgewinn gab es für die SVP in Luzern und Zug. Von den 19 zu vergebenden Mandaten für den Nationalrat entfielen unverändert sieben auf die CVP, sechs auf die FDP (-1) und vier auf die SVP (+2); je ein Sitz ging an die SP (LU), die damit ein Mandat verloren hat (ZG) und die Grünen (LU). Der Zuwachs an Wählerstimmen der SVP war im Kanton Schwyz besonders gross; hier konnte sie mit 35,9% sogar die CVP (27,3%) als stärkste Partei von der Spitze verdrängen. In Luzern wurde die SVP mit 22,8% zweitstärkste Partei und konnte der FDP (22,6%) ein Restmandat entreissen. Die CVP (33,8%) büsste hier zwar viereinhalb Prozentpunkte ein, blieb aber stärkste Partei und konnte ihre vier Mandate halten.⁴⁴

WAHLEN

DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

In den Kantonen **Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Glarus, Schaffhausen und Jura sowie in beiden Appenzell** kam es zu keinen Sitzverschiebungen.

WAHLEN

DATUM: 19.10.2003
ROMAIN CLIVAZ

Les électeurs des deux **demi-cantons de Suisse centrale** ont confirmé leur soutien aux parlementaires sortants. Le PDC a maintenu son siège à Obwald et les radicaux à Nidwald. Quant au corps électoral de **Glaris**, il a confirmé le sortant du PS. Le retrait de Franz Steinegger, après plus de vingt ans de présence au parlement, n'a pas empêché les radicaux de maintenir leur siège à **Uri**. La nouvelle élue, Gabi Huber, est la première représentante féminine du canton à Berne. La délégation **schwyzoise**, malgré un élargissement à quatre membres à la suite du dernier recensement, a été fortement modifiée avec la non réélection de deux parlementaires sortants : la radicale Maya Lalive d'Epinay et le démocrate chrétien Toni Eberhard. Si les démocrates-chrétiens (-3,8 points à 23,4%) ont sauvé leur mandat, les radicaux (-3,8 points à 15,4%) ont perdu

le leur. Les principaux gagnants ont été le PS (+1,2 à 17,6%), qui a récupéré son siège perdu en 1999, et l'UDC qui a obtenu deux mandats (+7,8 points à 43,6%). Les radicaux ont perdu un siège à **Zoug** (3 sièges) où le sortant Hajo Leutenegger n'a pas été confirmé par le corps électoral. L'UDC, avec une progression de 6,3 points à 27,7%, a conservé son siège. Les démocrates-chrétiens ont fait de même, malgré une baisse de 3,5 à 22,9% et le retrait de Peter Hess après vingt ans au parlement fédéral. L'apparement entre les socialistes et la liste « Alternative Kanton Zug » a permis à la gauche de reprendre le siège perdu en 1999. La liste socialiste n'ayant obtenu que la deuxième place de l'apparement, c'est le candidat alternatif Josef Lang qui a été élu.⁴⁵

WAHLEN
DATUM: 21.10.2007
SABINE HOHL

In den Kantonen der **Zentralschweiz** gab es nur wenige Veränderungen. So blieb in **Luzern** die Sitzverteilung zwischen den Parteien (3 CVP, 2 FDP, 3 SVP, 1 SP, 1 GP) gleich. Auch die Stimmenanteile der Parteien veränderten sich nur unwesentlich, die SVP konnte allerdings um 2,6 Prozentpunkte auf 25,3% zulegen. Zudem kam es zu einem innerparteilichen Wechsel: Pius Segmüller (cvp), ehemaliger Kommandant der Schweizergarde, wurde anstelle seines Parteikollegen Franz Brun in den Nationalrat gewählt. Im **Kanton Zug** wurden die drei bisherigen Nationalräte (1 CVP, 1 SVP, 1 Alternativer Grüner) wieder gewählt. Der Versuch der FDP, eine grosse Listenverbindung mit der CVP und der SVP zu bilden und damit den Sitz der Alternativen anzugreifen, war im Vorfeld der Wahlen gescheitert. Im **Kanton Obwalden** endeten die Wahlen mit einer Überraschung: Gewählt wurde der SVP-Kandidat Christoph von Rotz. Kantonsrat Patrick Imfeld (cvp) war vom parteilosen Künstler Luke Gasser konkurrenziert worden und verlor dadurch Stimmen. Im **Kanton Nidwalden** wurde Edi Engelberger (fdp) in stiller Wahl bestätigt. Der Wahl vorausgegangen war eine grössere Diskussion bei der Nominierung von Engelberger durch die FDP. Engelberger hatte zunächst innerparteiliche Konkurrenz, die sich allerdings nicht durchsetzen konnte. Im **Kanton Schwyz** wurden die bisherigen Nationalräte (2 SVP, 1 CVP, 1 SP) bestätigt. Die SP konnte ihren Sitz trotz Stimmenverlusten knapp gegen den Angriff durch die FDP verteidigen, dies auch dank einer Listenverbindung mit den Grünen. Im **Kanton Glarus** wurden der bisherige Vertreter im Nationalrat, Werner Marti (sp) problemlos wieder gewählt. Im **Kanton Uri** gab es keine offiziellen Gegenkandidaten zur bisherigen Gabi Huber (fdp), diese wurde klar bestätigt.⁴⁶

WAHLEN
DATUM: 08.02.2009
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt** von **Werner Marti (sp)** fand im Kanton Glarus eine Ersatzwahl für den einzigen Glarner Nationalratssitz statt. Die SP trat mit Christoph Zürner an. Sie erhielt gleich von drei Parteien Konkurrenz: Die BDP nominierte ihren Parteipräsidenten Martin Landolt, die SVP Peter Rothlin und die CVP Paul Hösli. Die Wahl hatte eine besondere Bedeutung für die BDP, da ihr im Nationalrat bisher ein Sitz zur Bildung einer eigenen Fraktion fehlte. **Landolt (bdp)** erhielt die Unterstützung der FDP. Er konnte sich bei der Wahl **mit deutlichem Vorsprung durchsetzen** und erhielt 4829 Stimmen. An zweiter Stelle lag Zürner (sp) mit 3174 Stimmen, hinter ihm folgten Rothlin (svp) mit 2954 Stimmen und Hösli (cvp) mit 1964 Stimmen. Die SP musste nach 17 Jahren den Verlust ihres Nationalratssitzes hinnehmen.⁴⁷

WAHLEN
DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Glarus** erwuchs den beiden Bisherigen Pankraz Freitag (fdp) und This Jenny (svp) grüne Konkurrenz. Karl Stadler (gp), der von der SP unterstützt wurde, wollte eine echte Alternative zu den Bürgerlichen darstellen. Vervollständigt wurde das Kandidatenquartett durch den parteilosen Kurt Reifler. Mehr als Achtungserfolge konnten die beiden Herausforderer aber nicht verbuchen. **Jenny** (5'416) und **Freitag** (5'359) wurden bestätigt. Stadler (2'983) und Reifler (2'691) erhielten aber beide mehr als 2'500 Stimmen.⁴⁸

WAHLEN
DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Rolf Schweiger (fdp) hatte nach zwölf Jahren, während derer er den **Kanton Zug** im Ständerat vertrat, seinen Rücktritt eingereicht. Seinen Sitz wollte die FDP mit Gesundheitsdirektor Joachim Eder verteidigen. Peter Bieri (cvp) trat für die CVP wieder an. Die beiden bürgerlichen Kandidaten galten als Favoriten. Auch im Kanton Zug trat die SVP mit einem Herausforderer an. Philip Brunner wurden allerdings kaum Chancen eingeräumt; zuvor hatten der aussichtsreichere Regierungsrat Heinz Tännler sowie Nationalrat Marcel Scherer abgesagt. Lediglich Aussenseiterchancen wurden auch Eusebius Spescha (sp) und Stefan Gisler von den Alternativen zuerkannt. Tatsächlich

erzielten die beiden Favoriten fast doppelt so viele Stimmen wie der drittplatzierte Brunner (10'612): sowohl **Eder** (22'571 Stimmen) als auch **Bieri** (21'076 Stimmen) waren somit bereits im ersten Wahlgang gewählt. Auch Spescha (5'998) und Gisler (5'387) hatten keine Chance.⁴⁹

WAHLEN

DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Im Gegensatz zum Ständerat wurde die Konkurrenz um den Nationalratssitz im **Kanton Glarus**, der von Martin Landolt (bdp) gehalten wurde, als gering eingeschätzt. Lange war Landolt der einzige Bewerber. Erst rund einen Monat vor den Wahlen reichte Yannick Schiess (jus) seine Kandidatur ein. Schiess verbuchte mit 24,6% der Stimmen zwar einen Achtungserfolg, konnte aber den Sitz, den die SP seit 1991 inne gehabt hatte, mit dem Rücktritt von Werner Marti Ende 2008 allerdings an die BDP abgeben musste, nicht zurückgewinnen. Landolt erhielt von 61,7% der an der Wahl teilnehmenden Glarner die Unterstützung. Rund 14% der Stimmen gingen zudem an Ständeratskandidierende oder Einzelne. Dies und die schweizweit geringste Wahlbeteiligung (34,2%) wurden als Zeichen des Protests gegen den mangelnden Wettbewerb interpretiert.⁵⁰

WAHLEN

DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Für die drei Sitze im **Kanton Zug** bewarben sich neben den drei Bisherigen auch 32 weitere Personen, zwölf davon Frauen. Die Zahl an Kandidierenden hatte damit leicht zugenommen (2007: 33). Von den zwölf eingereichten Listen (2007: 11), auf denen neu auch die GLP figurierte, verbanden sich deren fünf: die Grünen (Alternativen), die SP und die CSP und – zum ersten Mal – auch die FDP und die CVP, die den Grünen damit den 2003 verlorenen Sitz abspenstig machen wollten. Die von FDP und CVP heftig umworbene GLP ging im Kanton Zug hingegen kein Wahlbündnis ein, was als gute Voraussetzung für die Bestätigung des Sitzes der Grünen interpretiert wurde. Für Wirbel sorgten die Second@s Plus, die ankündigten ebenfalls anzutreten, sich aber nicht mit der Linken zu verbinden. Diese warf den Second@s vor, so zur Steigbügelhalterin der FDP zu werden und den Sitz von Josef Lang (gp) zu gefährden. Die Ankündigung der Second@s Plus erwies sich dann aber lediglich als Protestaktion, weil keine der Parteien Personen mit Migrationshintergrund auf ihre Liste gesetzt habe.

Die Kombination zwischen Konkurrenz durch die GLP, die auf Anhieb 6,8% der Wählerschaft für sich zu gewinnen wusste, und der christlich-liberalen Listenverbindung erwies sich als zu grosses Handicap für die Grünen. Die Verluste der Grünen (15,4%, -1,6 Prozentpunkte) und insbesondere der SP (5,3%, -3,8 Prozentpunkte) dürften zum grossen Teil durch die Gewinne der GLP zu erklären sein. Die **FDP** hingegen konnte dank ihrer Listenpartnerin trotz leichten Verlusten (19,2%, -2,3 Prozentpunkte) den Sitz der Grünen nach acht Jahren wieder zurückerobern und neu Bruno Pezzatti nach Bern schicken. Abgewählt war damit Josef Lang, der 2003 den Sitz für Links-Grün erobert hatte. Zum dritten Mal hintereinander war die SVP mit 28,3% stärkste Partei im Kanton Zug. Sie musste nur leichte Verluste verkraften (-0,8 Prozentpunkte) und konnte ihren Sitz problemlos halten. Allerdings wurde ihr amtierender Nationalrat Marcel Scherer überraschend abgewählt. Sein Parteikollege Thomas Aeschi hatte mehr Stimmen erzielt. Zug war einer der sieben Kantone (neben SZ, SH, AR, NE, GE und JU), in denen die CVP zulegen konnte. Sie wusste neu 24,3% der Zuger Wählerinnen und Wähler hinter sich, was einer Zunahme von einem Prozentpunkt entsprach. Auch die CVP konnte damit ihren Sitz verteidigen. Die Wahlbeteiligung lag bei 55,1% (2007: 53,7%). Der Kanton Zug wartet noch immer auf die erste Nationalrätin seit Einführung des Frauenstimmrechts.⁵¹

WAHLEN

DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Der **Kanton Zug** hatte bei den **Nationalratswahlen** weiterhin drei Sitze zu Gute, woran auch das starke Bevölkerungswachstum der letzten Jahre nichts änderte. Trotz oder gerade wegen dieser wenigen begehrten Sitze, sprengte die Kandidatenzahl mit deren 50 für die Wahlen 2015 alle Rekorde. Auch mit den insgesamt 17 verschiedenen Listen wurde eine noch nie zuvor gesehene Zahl erreicht. Dies mochte einem regen politischen Interesse und den eher einfach zu besetzenden Dreierlisten geschuldet sein. Ob ein Antreten mit ganzen fünf Listen – so wie es die Sozialdemokraten taten – besonders viel Sinn ergab, sei dahin gestellt. Mit einem Frauenanteil von 40% waren die Listen zumindest relativ ausgeglichen besetzt, wiewohl es bis anhin keine weibliche Vertreterin aus dem Kanton Zug nach Bern geschafft hatte.

Wie auch in anderen Innerschweizer Kantonen präsentierte sich in Zug für die linken Parteien eine schwierige Ausgangslage. Die Grünen – in Zug als „Alternative“ antretend – hatten anlässlich der Wahlen 2011 ihr Mandat verloren, welches sie über Jahre mit

ihrem national bekannten Aushängeschild Jo Lang besetzt hatten. Durch die hohe natürliche Wahlhürde im Kanton – bedingt durch die kleine Sitzzahl – ist für einen linken Wahlerfolg generell ein sehr gutes Wahlergebnis und ein rot-grünes Zusammenspannen vonnöten. Zumindest Letzteres war mit der Listenverbindung zwischen der SP und den Grünen schnell beschlossene Sache. Ins Boot holte man zudem die erstmals antretende Piratenpartei.

Auf bürgerlicher Seite stellten sich alle Amtsinhaber zur Wiederwahl. Für die CVP war dies Gerhard Pfister, für die FDP Bruno Pezzatti und für die SVP Thomas Aeschi. Zwischen den Freisinnigen und den Christdemokraten waren angesichts einer anstehenden Listenverbindung über schwierige Verhandlungen berichtet worden. Angeblich sei die Unterstützung des CVP-Regierungratskandidaten in Frage gestellt worden und zum Streitpunkt in Sachen nationale Wahlen mutiert. Nichtsdestotrotz entschieden sich die beiden Parteien zum erwarteten Schulterschluss und liessen das mutmassliche Vorspiel unkommentiert. Die SVP zog gezwungenermassen – aber ohne allzu grossen Missmut – alleine in die Wahlen. Angesichts ihres beträchtlichen und kaum gefährdeten Wähleranteils musste sie sich auch kaum um einen allfälligen Sitzverlust Sorgen machen. Eine weitere bürgerliche Partei – die GLP – entschied sich dieses Mal dem CVP-FDP Verbund beizutreten. Reelle Wahlichancen ergaben sich für sie nicht. Ihr Entscheid machte jedoch die Aufgabe für das linke Bündnis nochmals bedeutend schwieriger.

Im Allgemeinen wurde dem Status Quo in Zug die besten Chancen auf ein Weiterbestehen eingeräumt. Das schlechte Abschneiden der Grünen in anderen Kantonen sowie die nationale Trendvorhersage nach rechts boten wenig Aussicht auf einen besonders spannenden Wahlkampf, da eine linke Rückeroberung eines Sitzes noch am ehesten ein Szenario für Veränderung geboten hätte. Für ernsthafte bürgerliche Konkurrenz waren die Grünliberalen ihrerseits zu klein.

Ohne Mühe verteidigten denn auch die drei bisherigen Nationalräte Gerhard Pfister, Thomas Aeschi und Bruno Pezzatti am Wahltag ihre Sitze. Somit bleibt die Zuger Delegation aus einem CVP-, einem FDP- und einem SVP-Mitglied bestehen. Das stärkste bürgerliche Resultat erzielten die SVP und die CVP. Erstere knackte mit 30.5% (+2.2 Prozentpunkte) erstmals die 30%-Marke. Letztere setzte – entgegen dem nationalen Partei-Trend – ihre Erfolgsgeschichte im Kanton Zug fort und erreichte 26.5%, womit sie ebenfalls um 2.2 Prozentpunkte zulegte. Die FDP musste hingegen einen Verlust hinnehmen und hält 17.7% Wähleranteil (-1.5 Prozentpunkte). Vom Stimmvolk eine geradezu schallende Ohrfeige verpasst erhielten die Grünen. Sie schrumpften auf 7.2% und büssten damit 8.2 Prozentpunkte ihres Wähleranteils ein. Der krasse Verlust auf der einen Seite erklärt jedoch das Abschneiden der eigentlichen Wahlsiegerin auf der anderen Seite. Die SP legte nämlich um ebenso eindruckliche 8.4 Prozentpunkte zu und lag schliesslich in der Wählergunst bei 13.7%. Da dies (nur) einer Wachablösung im linken Lager gleichkam, konnte der Wahlsieg jedoch in kein zählbares Resultat umgemünzt werden. Als mögliche Erklärung für die linke Verschiebung wurde der Sexskandal um die ehemalige grüne Kantonsrätin Jolanda Spiess-Hegglin sowie das Fehlen eines grünen Spitzenkandidaten bemüht. Bei den kleineren Parteien hatte sich der Wähleranteil der GLP beinahe halbiert auf noch 3.6% (-3.2 Prozentpunkte). Die Piratenpartei kam bei ihrem ersten Auftritt nicht über 1% hinaus. Eine Frauenvertretung blieb im Kanton Zug weiterhin aus, während die Wahlbeteiligung mit 53.7% etwas tiefer lag als noch 2011 (55.1%).⁵²

WAHLEN
DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

FDP-Vertreter Joachim Eder trat bei den **Ständeratswahlen im Kanton Zug** als Bisheriger an, sein Mandat zu verteidigen. Sein Kollege und langjähriger CVP-Kantonsvertreter Peter Bieri hatte im Hinblick auf die Wahlen hingegen seinen Rücktritt verkündet. Um seine Nachfolge buhlte ein Kreis von fünf Kandidierenden. Kronfavorit war Bieris Parteifreund Peter Hegglin, welcher als Zuger Regierungsrat amtierte. Von rechts bekamen CVP und FDP Konkurrenz von der SVP in Form von Kantonsrat Manuel Brandenburg. Aber auch die Linke griff ins Rennen ums Stöckli ein. Die SP nominierte Kantonalpräsidentin Barbara Gysel und die Grünen hoben Andreas Lustenberger auf den Schild. Ergänzt wurde der Kandidatenreigen durch Stefan Thöni von der Piratenpartei.

Trotz der Vielzahl an Anwärterinnen und Anwärtern waren die Wahlchancen überschaubar. In der Tradition des Innerschweizer Kantons teilten sich bis anhin stets die CVP und die FDP die Macht in der Zuger Ständevertretung. Dass sich daran etwas ändern würde, schien zunächst einmal nicht absehbar. Im bürgerlichen Kanton Zug ging für die beiden Parteien am ehesten von der SVP eine Gefahr aus. Von dieser war denn auch verlautbart worden, dass es ihr mit der Kandidatur von Manuel Brandenburg

durchaus „ernst“ sei. Ein Vorbeikommen an den bürgerlichen Amtsinhabern schien aber dennoch eher unwahrscheinlich. Am ehesten bot der Präsident der Finanzdirektorenkonferenz Peter Hegglin Angriffsfläche. Der CVP-Kandidat und kantonale Finanzminister war aufgrund der schwierigen finanziellen Lage des Kantons in der Vergangenheit häufig mit Kritik konfrontiert gewesen. Eine allzu grosse Rolle schien dies im lauen Zuger Wahlkampf aber nicht zu spielen.

Völlig ungefährdet schafften dann sowohl Joachim Eder als auch Peter Hegglin die Wahl. Hegglin platzierte sich mit 24'132 Stimmen gar knapp vor dem bisherigen Ständerat Eder, welcher auf 23'620 Stimmen kam. Den dritten Platz sicherte sich erwartungsgemäss aber abgeschlagen SVP-Kandidat Manuel Brandenburg mit 10'997 Stimmen. Auf den weiteren Rängen folgten Barbara Gysel mit 6'612 Stimmen, Andreas Lustenberger mit 5'691 Stimmen und Stefan Thöni mit 1'709 Stimmen. Trotz personeller Änderung konnten CVP und FDP somit ihre gemeinsame Delegation verteidigen.⁵³

WAHLEN
DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Im **Kanton Glarus** sah es lange danach aus, als würde Martin Landolt bei den **Nationalratswahlen 2015** keine Konkurrenz erhalten. Der BDP-Vertreter sitzt seit sechs Jahren in der grossen Kammer und ist in der noch jungen Partei damit fast schon ein «Urgestein». 2014 verlor Landolt die Ersatzwahl für den Ständerat gegen FDP-Mann Thomas Hefti, weswegen er und seine Partei sich nun darauf konzentrierten, den Nationalratssitz zu verteidigen. Zwischenzeitlich wurde darüber spekuliert, ob die SVP den Sitz von Landolt angreifen würde. Das mutmassliche Kalkül hinter diesem Plan bestand darin, der BDP einen empfindlichen Sitzverlust zuzufügen, um die Chancen auf einen Wiederantritt von Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf zu verringern. Laut einem Bericht der Südostschweiz wurde dieses Vorhaben jedoch begraben, da man sich nur Chancen auf einen Sitzgewinn erhoffen konnte, wenn mehrere Kandidaten gleichzeitig gegen Landolt antreten würden.

Fünf Wochen vor den Wahlen landeten die Glarner Sozialdemokraten dann einen Überraschungscoup und lancierten kurz vor Ende der Eingabefrist Jacques Marti – Sohn des letzten Glarner SP-Nationalrates Werner Marti – als Kandidaten. Der Angriff der Sozialdemokraten schien manche zu verwundern, hatte die SP doch mit Landolt und der BDP das Heu eher auf der selben Bühne als mit den Ständeratskandidaten der FDP und der SVP. Die SVP reagierte auf die SP-Kandidatur mit der Ansage, man wolle nun doch einen eigenen Kandidaten für den Nationalrat ins Auge fassen. Die politische Spirale drehte sich sogar noch weiter, als die BDP sagte, sie ziehe angesichts der Pläne der SVP ihrerseits einen Angriff auf den Ständerat in Erwägung. Letztlich blieb das jedoch leeres Geplänkel und die SVP belies es bei der Verteidigung des eigenen Ständeratssitzes von Werner Höfli. Dies war wohl auch auf die Ankündigung Martis zurückzuführen, sein Antreten im Falle einer SVP-Kandidatur noch einmal zu überdenken. Damit ging der Poker der SP auf, und Marti trat als einziger Gegenspieler von Martin Landolt an. In der heissen Phase des Wahlkampfes kam es zur eher kuriosen Situation, dass sogar ein bürgerliches Komitee für die Wahl Marti warb. Höhepunkt war die Aussage von SVP-Präsident Toni Brunner, dass selbst er unter diesen Umständen seine Stimme einem Sozialdemokraten geben würde. Obwohl Rechtsanwalt Marti klar dem pragmatischen Flügel der SP zugerechnet werden konnte, erschien dies doch einigermassen verblüffend. In den Medien war zu lesen, dass man Landolt auf Seiten der SVP wohl seine Aussagen zur angeblich 'nationalsozialistischen Rhetorik' der Partei nicht verziehen habe. Die Diskussionen führten auch dazu, dass die Glarner Nationalratswahlen ins nationale Rampenlicht gerieten, weil ein Sitzverlust von BDP-Präsident Landolt schmerzliche Konsequenzen für die nationale Partei und ihre Bundesrätin Widmer-Schlumpf zur Folge gehabt hätte. Bei der FDP sorgten das bürgerliche Unterstützungskomitee für Marti und die Ränkespiele der SVP letztlich für heftige Kritik, worauf sich die Freisinnigen doch noch für eine offizielle Unterstützung Landolts entschieden.

Mit einem tatsächlich eher knappen Vorsprung setzte sich Martin Landolt schliesslich gegen seinen sozialdemokratischen Herausforderer durch. Der BDP-Amtsinhaber erhielt 5'423 Stimmen, während Marti auf 4'742 Stimmen kam. Die Wahlbeteiligung lag bei 41.5%. Angesichts der schmerzhaften Verluste auf nationaler Ebene, durfte die BDP damit zumindest im Kanton Glarus aufatmen.⁵⁴

Wie bei den Nationalratswahlen, sah es auch bei den **Ständeratswahlen im Kanton Glarus** lange nach einem konkurrenzlosen Durchwinken der Amtsinhaber aus. Zur Wiederwahl stellten sich Thomas Hefti von der FDP und Werner Hösli von der SVP. Beide hatten ihr Amt während der letzten Legislatur aus tragischen Gründen angetreten: Hefti hatte den 2013 verstorbenen Pankraz Freitag ersetzt, während Hösli nur wenige Monate später für den damals krebserkrankten und mittlerweile ebenfalls verstorbenen This Jenny nachgerückt war.

Die Kandidatur von FDP-Ständerat Thomas Hefti galt gemeinhin als ungefährdet. Dass aber Werner Hösli keine Konkurrenz zu erhalten schien, war nicht selbstverständlich. Hösli war nämlich als ehemaliges Bankratsmitglied der Glarner Kantonalbank – zusammen mit dem Rest der damaligen Führungsetage – erstinstanzlich vom Kantonsgericht verurteilt worden. Die Führung der Bank wurde verantwortlich gemacht für eine angeblich verfehlte Kreditpolitik, welche 2008 zu Wertberichtigungen von fast 100 Millionen Franken geführt hatte. Werner Hösli stellte sich aber auf den Standpunkt, stets mit gutem Gewissen gehandelt zu haben, und er hatte gegen das Urteil Berufung eingelegt. Hinzu kam, dass Hösli stets offen mit der Thematik umging und seine rechtliche Verwicklung bereits bei seiner erstmaligen Wahl bekannt war. Aus diesem Grund wurde nicht davon ausgegangen, dass die Affäre den SVP-Amtsinhaber in grossem Masse gefährden würde. Mit der SP-Kandidatur von Jacques Marti, der bei den Nationalratswahlen Martin Landolt (bdp, GL) angriff, kam es in der BDP ihrerseits zu Überlegungen, ob die Partei als Reaktion darauf in den Ständeratswahlkampf eingreifen solle. Schlussendlich entschied sich die Partei aber gegen dieses Vorhaben und konzentrierte sich stattdessen vollends auf die Verteidigung ihres Nationalratsstitzes. Nur gerade drei Wochen vor dem Wahltermin, erwuchs den beiden Amtsinhabern dann doch noch Konkurrenz. Der Unternehmer Hans-Peter Legler entschied sich für ein Antreten, um dem Glarner Stimmvolk eine 'parteiunabhängige Alternative' anzubieten. Seine Kandidatur war erklärermassen gegen Hösli gerichtet, dem er unter anderem vorwarf, in Bern nicht für die Wasserkraft und die Energiewende einzutreten.

Die Glarner Ständeratswahlen trotz der Konkurrenz bereits im ersten Wahlgang entschieden. Thomas Hefti von der FDP gelang mit 8'619 Stimmen ein Glanzresultat, mit dem er das absolute Mehr von 4'827 Stimmen deutlich übertraf. Mit etwas weniger Vorsprung übersprang auch Werner Hösli diese Hürde. Der SVP-Kandidat erhielt insgesamt 5'469 Stimmen. Der last-minute Kandidat Hans-Peter Legler zeigte sich mit seinem Endergebnis von 3'335 Stimmen durchaus zufrieden. Des Weiteren erhielten Jacques Marti von der SP – eigentlich nur Nationalratskandidat – 683 Stimmen und Einzelne deren 1'201. Diese hohe Anzahl an Proteststimmen und die tiefe Wahlbeteiligung (41.5%) lassen darauf schliessen, dass das Glarner Stimmvolk wohl doch nicht ganz zufrieden war mit der präsentierten Auswahl.⁵⁵

Bei den **Nationalratswahlen 2019 im Kanton Glarus** sah es lange danach aus, als könnte der bisherige Martin Landolt, Präsident der BDP Schweiz, den einzigen Glarner Nationalratssitz kampflos verteidigen. Anfangs September lancierte die SP, wie schon bei den Wahlen 2015, doch noch eine Kandidatur, um Landolt den Sitz streitig zu machen. Vor vier Jahren hatte Jacques Marti (SP) ein gutes Resultat erzielt und Landolt ernsthaft in Bedrängnis gebracht. 2019 wollte die Partei an diesen Teilerfolg anknüpfen und schickte Priska Grünenfelder gegen Landolt ins Rennen. Bei einer Wahl wäre Grünenfelder die erste Frau aus dem Glarnerland im nationalen Parlament geworden. Durch die Frauen- und Klimastreiks erhoffte sie sich zusätzlichen Auftrieb. Trotzdem wäre ein Erfolg der politisch unerfahrenen Kandidatin – Grünenfelder war Sekundarlehrerin und hatte noch nie ein politisches Amt bekleidet – gegen das politische Schwergewicht Landolt eine grosse Überraschung gewesen.

Am Wahlsonntag blieb, anders als bei den Ständeratswahlen, eine Überraschung aus. Martin Landolt (6'396 Stimmen) gewann das Rennen deutlich und wurde damit zum dritten Mal wiedergewählt. Priska Grünenfelder (2'861 Stimmen) konnte nur rund einen Drittel der Wähler von sich überzeugen. Die Stimmbeteiligung fiel um 1.6 Prozentpunkte auf 39.9 Prozent und blieb somit deutlich unter dem nationalen Durchschnitt.⁵⁶

Im Frühjahr deutete noch nicht viel darauf hin, dass die **Ständeratswahlen 2019** im **Kanton Glarus**, wo bei den Wahlen ins Stöckli auch 16-Jährige schon ihre Stimme abgeben können, im Oktober für Spannung sorgen könnten. Die beiden Bisherigen, Thomas Hefti (fdp) und Werner Hösli (svp) traten wieder zur Wahl an. Beide waren 2014 bei Ersatzwahlen in den Ständerat gewählt und bei den Wahlen 2015 problemlos bestätigt worden. Im Vorfeld der Wahlen 2019 lobten sie ihre gute Zusammenarbeit im Ständerat und unterstützten sich gegenseitig im Wahlkampf, etwa durch gemeinsame Inserate. Eine erneute Glarner FDP-SVP-Standesstimme verhindern wollte der Grüne Mathias Zopfi. Der 35-jährige Anwalt konnte in seinen jungen Jahren schon auf eine beachtliche politische Karriere zurückblicken. Er sass seit 2010 im Landrat, bekleidete als erster Grüner das Amt des Glarner Landratspräsidenten und war seit 2015 Gemeindevizepräsident von Glarus Süd. Er trat im Wahlkampf als gemässigter, gewerbeverbundener, «bürgerlicher Grüner» auf, der gerne die Rolle des Brückenbauers übernimmt. Trotzdem wurde für Zopfi nicht mehr als ein Achtungserfolg erwartet.

Am Wahlsonntag kam es dann aber zur faustdicken Überraschung. Alle drei Kandidaten erreichten das absolute Mehr von 4'973 Stimmen. Zwar wurde Thomas Hefti wie erwartet mit dem besten Resultat der drei Kandidaten wiedergewählt (7'544 Stimmen). Doch auf dem zweiten Rang fand sich nicht wie erwartet Werner Hösli, sondern Mathias Zopfi (5'684 Stimmen) mit 252 Stimmen Unterschied vor dem SVP-Vertreter und wurde damit ebenfalls im ersten Wahlgang gewählt. Zopfi zog damit als erster grüner Glarner in eine der beiden Bundeshauskammern ein. Zum ersten Mal überhaupt wurde zudem im Kanton Glarus ein eidgenössischer Parlamentarier abgewählt. Während Hösli in Glarus Süd, der Heimatgemeinde von allen drei Kandidaten, rund 200 Stimmen mehr holte als sein Widersacher, konnte Zopfi in der Gemeinde Glarus den Unterschied machen, wo er gut 400 Stimmen auf Hösli herausholte. Der kantonale SVP-Parteipräsident Kaspar Krieg schob einen Teil der Schuld an der Wahlschlappe der FDP in die Schuhe, welche sich laut ihm nicht an die bürgerliche Vereinbarung gehalten hätten, indem sie teilweise offen für Zopfi anstatt für Hösli geworben haben sollen. Mit diesem historischen Ergebnis wurde der frischgebackene Ständerat Zopfi innert kürzester Zeit schweizweit zu einem Symbol für die grüne Welle, welche den Grünen und Grünliberalen in vielen Kantonen grosse Gewinne bescherte. Und während Thomas Hefti nun mit dem Amt des Ständeratspräsidenten liebäugelt, das er in zwei Jahren übernehmen könnte, deutete Werner Hösli nach der Wahlniederlage an, dass er seine politische Karriere womöglich beenden werde.⁵⁷

75 Kandidierende auf 25 Listen bewarben sich bei den **Nationalratswahlen 2019** im **Kanton Zug** auf einen der drei begehrten Zuger Nationalratssitze – deutliche neue Höchstwerte. Ursprünglich war sogar noch eine zusätzliche Liste gemeldet, doch nach der Überprüfung durch die Staatskanzlei wurde die Liste «PARAT – Partei für Rationale Politik, Allgemeine Menschenrechte und Teilhabe» für ungültig erklärt, da sie die benötigten 100 gültigen Unterschriften nicht einreichen konnte. Der Frauenanteil unter den Kandidierenden betrug 49.3 Prozent. In keinem anderen Kanton mit Proporzahlen war der Frauenanteil unter den Kandidierenden so hoch wie im Kanton Zug. Die Chancen waren also durchaus intakt, dass der Kanton nach dieser Wahl von der Liste der Kantone, die noch nie durch eine Frau im Bundesparlament vertreten waren, gestrichen werden könnte.

Einer der drei Bisherigen, Bruno Pezzatti (fdp), hatte bereits im Januar angekündigt, dass er nicht erneut zur Wahl antreten werde. Pezzatti hatte 2015 zusammen mit Gerhard Pfister, Präsident CVP Schweiz, und Thomas Aeschi, Präsident SVP Zug, Fraktionspräsident der SVP und ehemaliger Bundesratskandidat, seinen Sitz problemlos verteidigt. Angeführt von Spitzenkandidatin Karen Umbach, zielte die FDP darauf, den Sitz in den eigenen Reihen zu halten. Sie ging hierfür zudem eine Listenverbindung mit der CVP ein. Letztere schien nicht in Gefahr, den Sitz von Pfister zu verlieren und konnte den Wahlkampf deshalb einigermassen entspannt angehen. Vor vier Jahren hatte sich auch die GLP mit den beiden etablierten bürgerlichen Mitteparteien verbunden. Dieses Jahr ging die GLP einzig zusammen mit ihrer Jungpartei an den Start. Ebenfalls ohne überparteiliche Listenverbindungen trat die SVP an. Doch wie die CVP durfte sich auch die SVP dank ihres grossen Wähleranteils und des bekannten Spitzenkandidaten Aeschi ihres Sitzes relativ sicher sein. Die linken Parteien witterten nach Pezzattis Rücktritt eine Chance auf einen Sitzgewinn. Da die Bisherigen relativ sicher im Sattel zu sitzen schienen, setzten sie sich deshalb auch eindeutig die Eroberung des freigewordenen FDP-Sitzes zum Ziel. Die SP, die «Alternative – die Grünen» (alg) und die EVP, welche dieses Jahr zum ersten Mal antrat, verbanden dazu

ihre Listen. Vor allem die ALG hatten hohe Ambitionen für die Wahlen, nachdem sie vor vier Jahren noch einen Wähleranteilverlust von acht Prozentpunkten hatten einstecken müssen. Sie traten dieses Jahr unter dem Namen «Alternative – die Grünen und CSP» gleich mit fünf Listen an – ein Wert der nur noch von den sieben Listen der SP übertroffen wurde. Die Hoffnungen lagen auf den drei Kandidierenden der Hauptliste, namentlich der Zuger Stadträtin Vroni Straub-Müller (csp), der Alt-Regierungsrätin Manuela Weichelt-Picard (alg) und dem Parteipräsidenten Andreas Lustenberger (alg).

Am Wahlsonntag durfte sich die Alternative – die Grünen in der Tat als Wahlsiegerin feiern lassen. Sie fuhr erdrtschartige Wähleranteilgewinne ein (+12.0 Prozentpunkte, neu 19.2%), überholte damit sowohl die SP als auch die FDP und wurde neu drittstärkste Kraft im Kanton. Dieses hervorragende Resultat reichte zu einem Sitzgewinn – trotz Einbussen der ALG-Listenpartnerin SP (-4.5 Prozentpunkte). Am meisten Stimmen auf der Hauptliste der ALG holte Manuela Weichelt-Picard, die damit als erste Frau den Kanton Zug in Bundesbern vertreten wird. Von der grünen Welle profitieren konnte auch die GLP, die 1.9 Prozentpunkte zulegte (neu: 5.5%). Für einen Sitzgewinn reichte es dennoch deutlich nicht. Leidtragende des Erfolgs der Grünen war am 20. Oktober die FDP. Sie büsste 2.9 Prozentpunkte ein (neu: 14.7%) und vermochte ihren Sitz nicht zu verteidigen. Die enttäuschte Karen Umbach machte vor allem die zögerliche Umweltpolitik ihrer Partei für die Niederlage verantwortlich, freute sich aber dennoch über den erstmaligen Einzug einer Zugerin in den Nationalrat. Auch die CVP (-2.6 Prozentpunkte) und die SVP (-3.9 Prozentpunkte) mussten Verluste hinnehmen. Dennoch wurden ihre beiden bisherigen Nationalräte wiedergewählt. Thomas Aeschi holte dabei am meisten Stimmen aller Kandidaten (15'359), während Gerhard Pfister am meisten Stimmen von veränderten Listen auf sich vereinte (12'157 seiner 13'872 Stimmen). Die Stimmbeteiligung betrug 52.1 Prozent, ein leichter Rückgang von 1.6 Prozentpunkten gegenüber 2015.⁵⁸

WAHLEN
DATUM: 17.11.2019
ELIA HEER

Während der bisherige Zuger Ständerat Peter Hegglin (cvp) bei den **Ständeratswahlen 2019 im Kanton Zug** antrat um sein Mandat zu verteidigen, zog sich sein Amtskollege Joachim Eder (fdp) nach zwei Legislaturen zurück. Da die Freisinnigen auch bei den Nationalratswahlen einen schwergewichtigen Rücktritt verkraften musste, war die Partei doppelt unter Druck, geeignete Kandidierende zu finden, welche in die Bresche springen konnten. Schliesslich nominierte die FDP den ehemaligen Vorsteher der Zuger Volkswirtschaftsdirektion Matthias Michel. Dieser bekam schon bald ernsthafte Konkurrenz, denn die SVP nominierte ihrerseits Heinz Tännler, den amtierenden Zuger Finanzdirektor. Tännler konnte sich ausserdem als OK-Präsident des eidgenössischen Schwing- und Älplerfests in Zug profilieren. Im Wahlkampf gab sich Tännler betont als überparteilicher Macher, zum Beispiel indem er bei Plakaten auf das SVP-Logo verzichtete. Es schien von Beginn weg klar zu sein, dass diese drei bürgerlichen Politgrössen die zwei Sitze unter sich ausmachen würden. Trotzdem kandidierten vier weitere Personen für einen Ständeratssitz. Die Alternative – die Grüne (alg) schickte Tabea Zimmermann Gibson ins Rennen, die SP Barbara Gysel. Andrea Sidler Weiss (parteilos) und Stefan Thöni (parat) traten ebenfalls zur Wahl an.

Peter Hegglin erzielte im ersten Wahlgang das beste Ergebnis. Er holte 19'909 Stimmen, übertraf das absolute Mehr von 18'464 Stimmen und konnte sich damit bereits am Wahlsonntag über seine Wiederwahl freuen. Dahinter lagen Matthias Michel (16'852 Stimmen) und Heinz Tännler (16'769) beinahe gleichauf. Abgeschlagen folgten Tabea Zimmermann Gibson (8'200 Stimmen), Barbara Gysel (7'898), Andrea Sidler Weiss (2'598) und Stefan Thöni (1'626).

Da neben Hegglin niemand das absolute Mehr erreichte, ging der Kampf um den zweiten Ständeratssitz in eine weitere Runde. In der Vergangenheit war ein zweiter Wahlgang in Zug nur selten nötig geworden. Doch das breite Kandidatenfeld und die drei erfahrenen bürgerlichen Kandidaten machten 2019 einen solchen nötig. Die Kandidierenden auf den letzten drei Plätzen verzichteten auf die Teilnahme am zweiten Wahlgang. Neben Michel und Tännler verblieb also auch Zimmermann Gibson im Rennen.

Das Resultat des zweiten Wahlgangs entschied schliesslich zugunsten von Matthias Michel. Er holte 17'206 Stimmen und konnte verglichen mit dem ersten Wahlgang seinen Vorsprung auf Heinz Tännler (13'857 Stimmen) deutlich ausbauen. Tabea Zimmermann Gibson (6'949) blieb chancenlos. Die FDP schaffte es damit, ihren seit 1971 ununterbrochen gehaltenen Ständeratssitz zu verteidigen.⁵⁹

Ständeratsersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 18.03.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

In Glarus waren beide Sitze neu zu besetzen. Dabei verlor die CVP ihren 1978 von der SVP eroberten Ständeratssitz an die **FDP, welche nun beide Sitze innehat**. Als Nachfolger für Peter Hefti hatte die FDP Regierungsrat **Kaspar Rhyner-Sturm** nominiert. Dieser schaffte zwar das erforderliche Mehr, noch mehr Stimmen erhielt aber überraschenderweise sein ebenfalls freisinniger, 'wild' kandidierender Herausforderer **Fridolin Schiesser**, welcher damit den zweiten Ständeratssitz eroberte. Die FDP hatte sich von der Kandidatur Schiessers offiziell distanziert und über seine Missachtung des Delegiertenentscheides Befremden gezeigt. Werner Stauffacher; von der CVP als Nachfolger von Hans Meier vorgeschlagen, unterlag klar, ebenso wie der sozialdemokratische Bewerber, Alban Brodbeck.⁶⁰

WAHLEN
DATUM: 11.11.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Den links-grünen Kampfkandidaten und -kandidatinnen gelang es in Zug, einen **zweiten Wahlgang zu erzwingen**. Im ersten Wahlgang erreichte nur der Bisherige **Andreas Iren (fdp)** das absolute Mehr; der zweite Bisherige, **Markus Kündig (cvp)**, seit 16 Jahren in der kleinen Kammer, Präsident des Schweizerischen Gewerbeverbandes und auch als Mitglied von vielen Verwaltungsräten eng mit der Wirtschaft verbunden, schaffte die Hürde nicht. Im zweiten Wahlgang gelang ihm dann mit einem Stimmenanteil von 57% die Bestätigung gegen seinen sozialdemokratischen Herausforderer Adolf Müller, obwohl die FDP an ihrer Delegiertenversammlung keine Empfehlung zu seiner Unterstützung abgegeben hatte.⁶¹

WAHLEN
DATUM: 18.12.1994
EVA MÜLLER

In Zug erreichte beim ersten Wahlgang für den Ständerat keiner der sieben Kandidaten, davon vier Frauen, das absolute Mehr. Der Bisherige **Andreas Iten (fdp)** verpasste die Wahl allerdings nur um 94 Stimmen. Die offizielle CVP-Kandidatin Martha Hitz-Würms erreichte den dritten Platz hinter dem auf einer bürgerlichen Liste "wild" kandidierenden Urs B. Wyss (cvp). Für den zweiten Wahlgang wechselte die CVP deshalb das Zugpferd und setzte auf **Peter Bieri**. Der Wechsel wurde von gewissen Kreisen kritisiert, machte sich für die CVP aber bezahlt: Peter Bieri, der die Nachfolge von Markus Kündig antritt, erzielte das zweitbeste Resultat hinter dem klar Bestplatzierten Andreas Iten. Wyss scheiterte relativ knapp.⁶²

WAHLEN
DATUM: 30.12.1994
EVA MÜLLER

Im Kanton Glarus wurden die **beiden bisherigen Ständeräte** Fritz Schiesser und Kaspar Rhyner (beide fdp) für eine weitere Amtsperiode **gewählt**.

WAHLEN
DATUM: 29.03.1998
URS BEER

Gleichzeitig mit den Glarner Regierungswahlen fand die Ersatzwahl in den Ständerat statt. Zu ersetzen war der Sitz von Regierungs- und Ständerat Kaspar Rhyner (fdp), der aus Altersgründen von seinen zwei Mandaten zurücktreten musste. Der Kanton Glarus kennt seit 1989 eine Verfassungsbestimmung, die für Regierungs- und Ständeräte eine Altersgrenze von 65 vorsieht. Keiner der beiden Kandidaten erreichte im ersten Wahlgang die nötige absolute Mehrheit. Im zweiten Wahlgang setzte sich **This Jenny** von der **SVP** gegen Regierungsrat Willy Kamm (fdp) durch. Damit wird der Kanton Glarus neben dem bisherigen Freisinnigen Fritz Schiesser neu von This Jenny, Landrat und SVP-Kantonalsparteipräsident, in der kleinen Kammer vertreten. Der **Verlust des zweiten FDP-Ständeratssitzes** an die **SVP** liess sich im Sinne eines parteipolitischen Ausgleichs als Antwort auf den Sitzgewinn der FDP im Regierungsrat deuten. Zudem geriet auch das angestrebte Doppelmandat von Willy Kamm als Regierungs- und Ständerat in die Kritik. Mehrfachmandate waren schon bei Werner Marti heftig diskutiert worden, als dieser neben dem Regierungs- und Nationalratsmandat auch noch jenes des Preisüberwachers inne hatte.⁶³

WAHLEN
DATUM: 25.10.1998
URS BEER

Keine Überraschungen boten die Ständeratswahlen im Kanton Zug. Die gegenseitige Unterstützung der beiden grossen Parteien **CVP**, die mit ihrem bisherigen Standesvertreter **Peter Bieri** angetreten war, und **FDP**, die ihren Kantonsrat und Fraktionschef **Rolf Schweiger** nominiert hatte, liess den beiden Mitbewerbern Urs Bichler (sp) und Hans Durrer (svp) von Anfang an nur geringe Chancen. Schweiger wurde mit deutlichem Vorsprung als Nachfolger von Andreas Iten gewählt.⁶⁴

WAHLEN
DATUM: 27.10.2002
MAGDALENA BERNATH

Gleichzeitig mit den Zuger Regierungs- und Kantonsratswahlen **wurden die beiden Bisherigen Peter Bieri (cvp) und Rolf Schweiger (fdp) bestätigt**. Für Bieri ist es die dritte Amtsperiode, für Schweiger die zweite. Die beiden Herausforderer, der rot-grüne Josef Lang und Hans Durrer von der SVP, blieben weit zurück.⁶⁵

WAHLEN
DATUM: 29.10.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Wie schon 2002 wurden parallel zu den Zuger Regierungs- und Kantonsratswahlen die **beiden Bisherigen Peter Bieri (cvp) und Rolf Schweiger (fdp) in ihren Ämtern bestätigt**. Für Bieri ist es bereits die vierte, für Schweiger die dritte Amtsperiode. Der Kandidat der Grünalternativen, Hanspeter Uster, der 16 Jahre im Regierungsrat sass, blieb ohne Erfolg. Noch deutlicher scheiterten die Kandidatin der SP und ein Parteiloser.⁶⁶

WAHLEN
DATUM: 10.02.2008
SABINE HOHL

Bei den Ersatzwahlen für den aus dem Ständerat zurückgetretenen Fritz Schiesser (fdp) traten Pankraz Freitag (fdp, Regierungsrat), Werner Marti (sp, Nationalrat) und René Brandenberger (parteiloser Landrat, der SVP nahestehend) an. Freitag wurde von CVP und SVP unterstützt, trotzdem wurde aufgrund des hohen Bekanntheitsgrades von Marti ein spannendes Rennen erwartet. Bei der Wahl konnte sich **Freitag (fdp)** überraschend deutlich gegen Marti (sp) durchsetzen. Er holte 4969 Stimmen, Marti 2975. Beide Glarner Ständeratsmandate bleiben somit in bürgerlicher Hand. Der dritte Kandidat Brandenberger erreichte 1062 Stimmen. Die Stimmbeteiligung lag bei 35,8%.⁶⁷

WAHLEN
DATUM: 01.06.2014
MARC BÜHLMANN

Gleich zwei Mal musste die Glarner Stimmbevölkerung 2014 ihren Ständerat neu wählen. Nach dem **überraschenden Tod von Pankraz Freitag (fdp)** am 5. Oktober 2013 wurden Ersatzwahlen auf den 12. Januar 2014 angesetzt. Laut kantonalem Gesetz muss eine Ersatzwahl innerhalb von drei Monaten durchgeführt werden. Die Zeit war dabei für die Parteien recht knapp und lange fand insbesondere auch die FDP keine Kandidaten. Eine potenzielle Nachfolgerin von Freitag, die bei den kantonalen Wahlen 2014 nicht wieder antretende Regierungsrätin Marianne Dürst Benedetti, stellte sich für eine Kandidatur nicht zur Verfügung. Schliesslich wurde der ausserhalb des Kantons Glarus eher unbekannt Thomas Hefti auf den Schild gehoben. Hefti – Sohn des von 1968 bis 1990 in Bern tätigen Ständerates **Peter Hefti** – war Gemeindepräsident von Glarus Süd. Hefti bekam Konkurrenz von BDP-Parteipräsident Martin Landolt. Der amtierende Glarner Nationalrat wollte den FDP-Ständeratssitz erobern. Die CVP und die Grünen verzichteten auf eine Kandidatur und die SP konnte keine geeignete Kandidatur aufbauen. Die SVP, die den zweiten Glarner Ständeratssitz inne hat, wollte ebenfalls nicht antreten. Allerdings hatte der Inhaber des Mandates, This Jenny (svp), seinen Rücktritt auf die ordentlichen Wahlen 2015 angekündigt. Eine der wenigen inhaltlichen Differenzen der Kandidierenden – der Ausstieg aus der Atomenergie – brachte Landolt die Unterstützung der Umweltverbände. Der BDP-Präsident konnte zudem seine Erfahrung in Bern in die Waagschale werfen. Weil bereits am 9. Februar die Gesamterneuerungswahlen für die Gemeindeexekutiven anstanden und Hefti sein Amt als Gemeindepräsident nicht mit einem allfälligen Ständeratsamt kombinieren wollte, trat er für die Gemeindewahlen nicht mehr an. Allgemein ging man von einem Kopf-an-Kopf-Rennen aus. Die Deutlichkeit, mit der die **FDP den Ständeratssitz verteidigen konnte**, überraschte deshalb. Hefti (fdp) machte mit 5'571 mehr als doppelt so viele Stimmen wie Landolt (bdp), der 2'149 Stimmen erhielt. In seiner eigenen Gemeinde Glarus Süd erhielt Hefti mehr als 80 Prozent der Stimmen und auch in den anderen beiden Gemeinden obsiegte er klar. Landolt interpretierte das deutliche Resultat als Auftrag, den Kanton Glarus weiterhin im Nationalrat zu vertreten. Anscheinend sei es ihm nicht gelungen, Wählerinnen und Wähler ausserhalb seiner Stammwählerschaft zu mobilisieren. Sowohl Hefti wie auch Landolt waren weiterhin auch im Glarner Landrat vertreten. Die Stimmbeteiligung war mit 30,6% sehr tief. In den Medien wurde dafür die anstehende Kaskade von Wahlen verantwortlich gemacht: Gesamterneuerungswahlen für die kommunale und kantonale Regierung am 9. Februar und Erneuerungswahlen für den Landrat am 18. Mai.

Es sollte freilich noch eine weitere Wahl hinzukommen. Mitte Februar **gab nämlich This Jenny bekannt, dass er per sofort von allen politischen Ämtern** – aus dem Landrat und dem Ständerat – **zurücktrete**. Grund war ein bösartiger Magentumor, der das politische Urgestein zum Rücktritt zwang – Jenny war seit 1994 Landrat und seit 1998 Glarner Ständerat. Als Termin für die Ersatzwahl Jennys wurde der 18. Mai gewählt. Erneut taten sich die Parteien schwer, valable Kandidierende zu finden. Vor allem die SP, die früh ankündigte, den Sitz angreifen zu wollen, musste nach der Niederlage bei den Regierungswahlen, wo man den eigenen Regierungssitz verloren hatte, möglichst

punkten, um nicht zur vernachlässigbaren Kraft im Kanton zu werden. Allerdings taten sich die Genossen sehr schwer und fanden letztlich niemanden, der sich zur Wahl stellen wollte. Als erster Kandidat outete sich Stefan Müller (cvp), der Präsident des Kantonalen Kirchenrates und ehemaliger Staatsanwalt. Die SVP schickte kurz darauf Werner Hösli (svp) ins Rennen, der von 2001 bis 2009 im Landrat Einsitz genommen hatte. Auch die GLP bemühte sich um eine Kantonsvertretung in Bern. Mit Franz Landolt (glp) wurde ein altgedienter Kantonsparlamentarier nominiert, der seit 22 Jahren im Landrat sass, zuerst für die CSP und dann für die GLP. Die FDP wollte eigentlich – nachdem sie mit Thomas Hefti ja bereits einen Ständerat hatte – nicht antreten, allerdings brachten sich Hansjürg Rhyner (fdp) und Martin Leutenegger (fdp) ohne Unterstützung der Partei ins Spiel und kandidierten wild. Rhyner hatte dabei noch kein politisches Amt bekleidet. Leutenegger – bis 2008 im Landrat – wollte für die kantonale Wirtschaft antreten. Beide betonten, dass die fehlende Unterstützung der Partei – die FDP hatte Stimmfreigabe beschlossen – kein Handicap sei, weil im Kanton Glarus Personen und nicht Parteien gewählt würden. Auf das Problem angesprochen, dass bei ihrer Wahl zwei FDP-Vertreter im Ständerat sitzen würden, verwiesen sie auf das Gespann Kaspar Rhyner (fdp, GL) und Fritz Schiesser (fdp, GL), die den Kanton Glarus als Zweiergespann zwischen 1990 und 1998 in Bern vertreten hatten. Anfang April gaben auch die Grünen ihre Ambitionen bekannt. Sie portierten den Landrat Karl Stadler (gp), der auch von der SP unterstützt wurde. Als siebter Kandidat stellte sich Mitte April schliesslich der parteilose Markus Landolt zur Wahl. Markus Landolt war zwölf Jahre für die CVP im Landrat gesessen, trat aber als Unabhängiger an. Er wolle nicht seiner alten Partei in den Rücken fallen, sondern als Unternehmer für Bern antreten. Nicht noch einmal antreten wollte die BDP.

Aufgrund der starken Konkurrenz musste die SVP um die Verteidigung ihres Ständeratssitzes bangen. Hinzu kam, dass Werner Hösli historisch vorbelastet sei, wie er selber auf seiner Homepage schrieb. Hösli war als Bankrat der Glarner Kantonalbank in unsaubere Kreditvergaben verwickelt, bei denen letztlich CHF 96 Mio. abgeschrieben werden mussten. Hösli informierte offensiv über die zivilrechtlich noch hängige Affäre und wies darauf hin, dass er keinen Einfluss auf die Affäre gehabt habe. Aufgrund des breiten Kandidatenfeldes musste von einem zweiten Wahlgang ausgegangen werden. Tatsächlich gab es im ersten Umgang am 18. Mai keine Entscheidung. Mit 3'597 Stimmen hatte Werner Hösli (svp) zwar einen grossen Vorsprung auf den zweitplatzierten Karl Stadler (gp), der 1'813 Stimmen holte, er scheiterte damit allerdings recht deutlich am absoluten Mehr (5'715 Stimmen). Trotzdem schien Hösli der einzige zu sein, der auch über sein Wählerlager hinaus Stimmen machen konnte. Stadler erhielt lediglich rund 16% der Stimmen, obwohl die Wählerstärke von links-grün nach den Landratswahlen 2010 bei rund einem Viertel lag. Neben Stadler kam auch Markus Landolt (parteilos) auf über 1'500 Stimmen. Bereits etwas abgeschlagen rangierten Stefan Müller (cvp, 1'293 Stimmen) und Franz Landolt (glp, 1'182 Stimmen). Die wilden Kandidaturen von Martin Leutenegger (fdp; 1'005 Stimmen) und Hansjürg Rhyner (fdp; 633 Stimmen) wurden offensichtlich von der Wählerschaft nicht goutiert. Der nötige zweite Wahlgang wurde auf den 1. Juni angesetzt, fand also gleichzeitig mit den Landratswahlen statt. Neben Werner Hösli (svp) und Karl Stadler (gp) wollte auch Stefan Müller (cvp) für die zweite Runde antreten. Die restlichen vier Kandidaten strichen die Segel. Die Reduktion von sieben auf drei verhiess Spannung, konnte doch Stadler auf die Stimmen der GLP und Müller auf die Stimmen der Mitte zählen. Freilich **gelang Hösli (svp) Anfang Juni ein wuchtiger Erfolg**, konnte er doch mit 4'221 Stimmen fast ebenso viele Stimmen auf sich vereinen wie seine beiden Widersacher zusammen: Stadler (gp) erhielt 2'294 Stimmen und Müller (cvp) schaffte es auf 2'058 Stimmen. Zwar holte Hösli in allen drei Gemeinden am meisten Stimmen, seinen Sieg verdankte er aber vor allem den Wählerinnen und Wählern in seiner Heimatgemeinde Glarus Süd – eine eigentliche Hochburg der SVP. Lag die Stimmbeteiligung dort bei 45%, nahmen in Glarus und in Glarus Nord lediglich 34% bzw. 30% der Wahlberechtigten teil. Glarus Süd war damit gleich doppelt in Bern vertreten, weil auch Thomas Hefti von dort stammt. Die Wahlberechtigten schienen Hösli betreffend der Bankaffäre zu vertrauen – freilich stand die Schadenersatzklage nach wie vor im Raum. ⁶⁸

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Grosse Parteien

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Bei den **kantonalen Parlamentswahlen** 2014 konnte die **FDP** die massiven Verluste vom Vorjahr etwas bremsen. Zwar verlor der Freisinn per Saldo acht Sitze, in den Kantonen Bern, Glarus und Obwalden konnte er seine Mandatszahl aber halten. In Bern überholte die FDP mit einem leichten Wählerzuwachs gar die BDP und wurde zweitstärkste Kraft hinter der SVP. Auch in Glarus konnte der zweite Platz hinter der Volkspartei verteidigt werden. Im Kanton Graubünden verlor die FDP zwar vier Sitze, die vor allem an die SVP gingen, konnte ihre Vorrangstellung aber halten. In den Kantonen Nidwalden und Zug schliesslich mussten die Freisinnigen je zwei Mandate abgeben. Trotz der Sitzverluste blieb die FDP gesamthaft zweitstärkste Legislativkraft über alle Kantone betrachtet – auch hier hinter der SVP. Mehr als jeder fünfte der total 2'559 Parlamentssitze (ohne AI) ist ein FDP-Mandat (20,4%).

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Die Regierungsmandate der **FDP** konnten im Berichtsjahr bei den sechs kantonalen **Gesamterneuerungswahlen für die Exekutive** konsolidiert werden. In den drei Kantonen (GL, NW, OW), in denen jeweils ein FDP-Regierungsmitglied zurücktrat, konnten die Sitze ohne Probleme verteidigt werden. Auch alle Bisherigen wurden, teilweise bravourös, bestätigt. Damit konnte die Baisse vom Vorjahr, als der Freisinn gleich fünf Exekutivmandate abgeben musste, vergessen gemacht werden. Mit 42 der insgesamt 156 kantonalen Exekutivsitze blieb denn die FDP auch 2014 die stärkste kantonale Regierungskraft knapp vor der CVP, die Ende 2014 total 39 Sitze hielt. Nur in den Kantonen Wallis und Appenzell Innerrhoden waren die Freisinnigen nicht in der Regierung vertreten.

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Per Saldo konnte die **SP** in den sechs im Berichtsjahr stattfindenden kantonalen **Parlamentswahlen** um einen Sitz zulegen. Im Kanton Bern mussten trotz leichtem Wählerzuwachs zwei und in den Kantonen Glarus und Zug je ein Sitz abgegeben werden. Dafür hatten die Genossen in Nidwalden und in Graubünden etwas zu feiern. Im Kanton Graubünden konnten drei Sitze gewonnen werden und im Kanton Nidwalden wurde nicht nur der Wähleranteil verdoppelt, sondern auch die Sitzzahl verdreifacht. Die Sozialdemokraten haben im Innerschweizer Kanton neu drei Sitze inne. Im Kanton Obwalden, wo die SP ebenfalls traditionell schwach ist, konnten die sechs bisherigen Mandate gehalten werden. Neu sassen auf 453 der total 2'559 kantonalen Parlamentssitze (ohne AI) Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten, was einem Anteil von 17,7% entspricht. Damit liegt die SP praktisch gleichauf mit der CVP, die Ende des Berichtsjahrs über 454 Sitze verfügte, aber hinter der SVP (573 Mandate) und der FDP (521 Mandate).

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

Die **SP** war die einzige Partei, die bei den 2014 in sechs Kantonen stattfindenden regulären **Regierungswahlen** einen Verlust hinnehmen musste: Der Regierungsrat des Kantons Glarus ist nach der Abwahl der SP-Vertreterin Christine Bickel rein bürgerlich besetzt. Immerhin konnten sich die Genossen mit der Verteidigung der links-grünen Mehrheit im Kanton Bern etwas trösten, alle drei SP-Regierungsmitglieder wurden wiedergewählt. Auch in Graubünden konnten die Sozialdemokraten ihren Regierungssitz verteidigen. Allerdings scheiterten die Genossen in Zug mit ihrem Angriff auf das vor acht Jahren verlorene Exekutivmandat. Die SP hält damit Ende 2014 noch rund jedes fünfte Regierungsmandat (20,5%). Damit ist sie die drittwichtigste Regierungskraft in den Kantonen – hinter der FDP (26,9%) und der CVP (25%), aber noch vor der SVP (14,1%). Total hielten die Sozialdemokraten Ende Jahr 32 der total 156 kantonalen Exekutivmandate.

WAHLEN
DATUM: 13.12.2014
MARC BÜHLMANN

Linke und ökologische Parteien

Nach seinem Umzug von Zug nach Bern plante der in seinem Heimatkanton 2011 abgewählte **GP**-Vizepräsident **Josef Lang**, für die Berner Grünen in die Nationalratswahlen zu ziehen. Die Grünen müssen in Bern um ihre drei Sitze fürchten, auch weil der Hauptstadtkanton für die eidgenössischen Wahlen einen Sitz weniger hat als bei den Wahlen 2011. Allerdings stellte sich die Berner Parteispitze quer und nominierte den prominenten GP-Politiker nicht für die Wahlen. Offizielle Begründung war, dass mit den drei Bisherigen die Stadt bereits breit auf der Liste abgedeckt sei und man lieber Grüne aus weniger urbanen Gebieten portieren wolle. Der Entscheid stiess auf relativ breites Unverständnis, ging man doch davon aus, dass Lang nicht wenige Stimmen im Grünen Lager hätte mobilisieren können. Lang selber fügte sich dem Entscheid.⁶⁹

Konservative und Rechte Parteien

In allen drei Stammländern der **BDP** (GL, GR, BE) fanden im Berichtsjahr **kantonale Wahlen** statt – laut Parteipräsident Martin Landolt zum ersten Mal unter normalen Vorzeichen. Die Resultate dieser Wahlen waren überaus gemischt. Eine veritable Schlappe musste die junge Partei im Kanton Bern einstecken, wo ihr nicht weniger als elf Sitze und fast fünf Prozentpunkte an Wählerstärke verlustig gingen (neu: 14 Sitze und 11,2%). Die Befürchtungen, dass sich die Niederlage auch in den Kantonen Graubünden und Glarus wiederholen könnte, bewahrheiteten sich dann allerdings nicht. In Glarus verlor die BDP zwar einen Sitz (neu: 9 Sitze), konnte sich aber als drittstärkste Partei (hinter der SVP und der FDP) halten. In Graubünden konnten die Bürgerlich-Demokraten gar um einen Sitz zulegen. Insgesamt verfügte die BDP Ende 2014 in zehn Kantonen noch über 77 Legislativsitze. In Glarus, Graubünden und Bern verteidigte die BDP zudem ihre insgesamt vier Regierungssitze relativ souverän. Kein Erfolg war der Partei bei der Ständeratsersatzwahl im Kanton Glarus beschieden. Zwar war sie dort mit ihrem Parteipräsidenten Martin Landolt angetreten, dieser hatte aber gegen Thomas Hefti (fdp), der mehr als doppelt so viele Stimmen holte, letztlich keine Chance.⁷⁰

WAHLEN
DATUM: 31.12.2014
MARC BÜHLMANN

- 1) Elections cantonales et communales 2016
- 2) Elections cantonales et communales 2018
- 3) *Vat.*, 12.6.90; *NZZ*, 9.6. und 15.6.90; *BüZ*, 7.6.90.
- 4) *Bresche*, 1990, Nr. 11.; *LNN*, *Vat.* und *NZZ* 12.11.90. *NZZ* und *Vat.*, 7.11.90.
- 5) *Presse* vom 30.5.94.
- 6) *Presse* vom 14.11.1994.
- 7) *Presse* vom 8.6.98
- 8) *Presse* vom 26.10.98.
- 9) *NZZ* und *TA*, 3.6.02.
- 10) *NLZ*, 18.9., 8.10. und 19.10.02; *Presse* vom 28.10.02; *NZZ*, 1.11.02.
- 11) *NZZ* und *TA*, 22.5.06.
- 12) *Bund*, 25.10.06; *Presse* vom 30.10.06.
- 13) *BaZ*, 27.5.10; *SGT*, 28.5.10; *SoS*, 29.5.10; *NZZ*, 16.6., 11.8.10 und 10.3.11; *TA*, 8.7. und 12.10.10, *Presse* vom 31.5.10; *SoS*, 31.5. und 1.6.10; *TA*, 31.5.10; www.gl.ch
- 14) *NLZ*, 16.4 und 15.5.10; *NZZ*, 29.7.10; *Presse* vom 4.10.10; www.zug.ch.
- 15) Kantonale Parlamentswahlen 2014; *SoZ*, 25.5.14
- 16) *SGL*, 10.5.14; *SOGL*, 11.5.14; *SGL*, 12.5.14; *SGL*, 13.5., 14.5.14; *SGL*, 15.5.14; *SGL*, 16.5., 17.5.14; *SOGL*, 18.5.14; *SGL*, 19.5.14; *NZZ*, 26.5.14; *NZZ*, *SGL*, 2.6.14; *SGL*, 4.6.14
- 17) *ZGZ*, 7.8.13, 23.5., 2.6.14; *NZZ*, 19.6.14; *ZGZ*, 14.8., 18.8., 19.8., 21.8., 25.8., 27.8., 2.9., 5.9.14; *NZZ*, 25.9.14; *ZGZ*, 6.10.14; *ZGZ*, 8.10.14
- 18) *SGL*, 3.5., 11.5., 12.5., 14.5., 15.5., 16.5., 17.5.18; *SGL*, 18.5.18; *SGL*, 19.5., 22.5.18; *NZZ*, *SGL*, 11.6.18
- 19) *LZ* Online, 10.2.19; Wahlen Kantonsrat (offizielle Seite Kanton ZG); *ZGZ*, 26.6., 9.8., 11.8., 13.8., 16.8., 30.8., 8.9., 18.9.18; *NZZ*, 27.9.18; *LZ*, *NZZ*, *ZGZ*, 8.10.18; *ZGZ*, 11.2.19
- 20) *NZZ*, 6.2. und 19.3.90; *LNN*, 13.3.90.
- 21) *Presse* vom 12.11.90; *LNN*, 17.11. und 11.12.90
- 22) *Presse* vom 21.3.1994.
- 23) *Presse* vom 14.11.94.
- 24) Wahlen vom 15.3.98; *Presse* vom 16.3.98.14
- 25) *Presse* vom 26.10.98; *NLZ*, 11.7.98.
- 26) *Presse* vom 18.3.02; *TA*, 2.4.02; *BüZ*, 4.4.02; *BüZ* und *NZZ*, 8.4.02.
- 27) *NLZ*, 5.-6.3., 12.3., 28.-29.5., 13.-14.6., 2.7., 13.7., 18.9., 8.10., 17.10. und 19.10.02; *Presse* vom 28.10.02.
- 28) *AZ*, 8.2.06; *Bund*, 11.2.06; *NZZ*, 7.1.06; *SGT*, 9.2.06; *TA*, 9.2.06; *Presse* vom 13.2.06.
- 29) *Bund*, 25.10.06; *LT*, 26.10.06; *NLZ*, 20.1., 11.5., 20.5., 8.8.-18.8. und 18.10.06; *Presse* vom 30.10.06.
- 30) *NZZ*, 4.2.10; *Presse* vom 8.3.10; *NZZ*, 8.3.10
- 31) *NLZ*, 16.4 und 15.5.10; *NZZ*, 29.7.10; *Presse* vom 4.10.10.
- 32) *SGL*, 6.1., 10.1.14; *SGL*, 13.1.14; *SGL*, 14.1., 16.1., 18.1., 25.1.14; *NZZ*, 28.1.14; *SGL*, 31.1.14; *NZZ*, *SGL*, 10.2.14
- 33) *ZGZ*, 3.4.14; *NZZ*, 29.7.14; *ZGZ*, 9.8., 12.8., 16.8., 20.8., 28.8., 29.8., 1.9., 4.9., 6.9., 8.9.14; *TA*, 1.10.14; *LZ*, *NZZ*, *TA*, *ZGZ*, 6.10.14; *ZGZ*, 7.10.14; *ZGZ*, 8.10.14; *NZZ*, 9.10., 10.10.14
- 34) *SGL*, 19.9., 27.10.17; *SGL*, 31.10.17; *SGL*, 12.1., 15.1., 9.2., 3.3.18; *NZZ*, *SGL*, 5.3.18; *SGL*, 6.3., 7.3.18
- 35) *LZ*, 18.1.18; *ZGZ*, 27.1., 14.3., 16.3., 20.3., 24.4.18; *LZ*, 3.5.18; *ZGZ*, 4.5., 5.5., 15.5., 16.5., 30.5., 5.6., 8.6., 31.7., 17.9.18; *NZZ*, 27.9.18; *Blick*, *NZZ*, *SGT*, *ZGZ*, 2.10.18; *ZGZ*, 3.10.18; *LZ*, *TG*, 6.10.18; *So-Bli*, 7.10.18; *Blick*, *NZZ*, *TA*, *TG*, *ZGZ*, 8.10.18; *NZZ*, *TA*, *ZGZ*, 9.10.18; *AZ*, 19.10.18
- 36) *Presse* vom 17.3.97; *Presse* vom 7.4.97.
- 37) *Presse* vom 3.10.01. Zum Amoklauf siehe oben, Teil I, 1c (Einleitung). 18

- 38) NZZ, 27.1.04; SGT, 4.2.04; BÜZ und NZZ, 9.2. und 23.2.04.
39) NZZ, 7.4.08. BÜZ und NZZ, 21.4.08.
40) ZGZ, 5.12.15, 16.1.16
41) LNN, 22.10.91.
42) NZZ, 16.8.99; Lit. SDA/SRG; Lit. Hirter
43) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
44) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
45) FF, 2003, p. 6863; NLZ, 15.9.03 et presse du 20.10.03 (OW); FF 2003, p. 6864; NLZ, 30.8.03; presse du 20.10.03 (NW); FF, 2003, p. 6865; BaZ, 1.9.03 et presse du 20.10.03 (GL); FF, 2003, p. 6856; NLZ du 20.10.03 (UR); FF, 2003, p. 6857 ss.; NZZ, 21.7.03; BaZ, 6.10.03; presse du 20.10.03 (SZ); FF, 2003, p. 6866 ss.; NLZ, 21.2.03; NZZ des 7.8, 20.10 et 28.10.03 (ZG).
46) BBI, 2007, S. 8083 ff.; NZZ, 22.10.07; NLZ, 18.8.07.
47) Presse vom 9.2.09.
48) SoS, 22.7. und 16.8.11; NZZ, 17.8.11; TA, 12.10.11; Presse vom 24.10.11; www.gl.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
49) NLZ, 21.5., 31.5. und 11.6.11; NZZ, 18.6.11; NLZ, 19.8.11; TA, 12.10.11; NLZ, 24.10.11; Presse vom 24.10.11; www.zg.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
50) BBI, 2011, S. 8267 ff.; SoS, 22.7.11; NZZ, 24.9.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; www.gl.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS
51) BBI, 2011, S. 8267 ff.; NLZ, 15.3., 21.3., 27.4. 18.8. und 26.8.11; NZZ, 30.8.11. TA, 13.10.11. NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; www.zg.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
52) ZGZ, 20.4., 28.4., 7.5., 22.5., 10.6., 10.7.15; NZZ, 12.8.15; ZGZ, 3.10.15; ZGZ, 19.10.15
53) ZGZ, 20.4., 17.6., 3.7., 8.7., 21.8., 26.8., 28.8., 19.10.15
54) SGL, 30.6., 17.8., 11.9.15; NZZ, SGL, 12.9.15; SGL, 15.9., 29.9.15; SGT, TA, 3.10.15; SGL, 6.10.15; NZZ, 14.10.15; SGL, 19.10.15
55) SGL, 30.6.15; NZZ, 24.7.15; SGL, 17.8., 12.9., 29.9.15; SOGL, 4.10.15; SGL, 19.10.15
56) SGL, 3.9.19; SGL, 9.9., 18.9., 21.9., 21.10.19
57) SGL, 19.1., 24.1., 13.8., 11.9., 13.9., 16.9., 21.9.19; SGL, TA, 21.10.19
58) ZGZ, 8.1.19; LZ, 15.1.19; TA, 21.8.19; ZGZ, 21.10.19; ZGZ, 22.10.19
59) ZGZ, 8.1.19; LZ, 15.1., 3.4.19; ZGZ, 25.9.19; NZZ, 2.10.19; LZ, 4.10.19; ZGZ, 21.10., 23.10., 18.11.19
60) NZZ, 20.1., 16.3. und 19.3.90; LNN, 13.3.90.
61) Presse vom 12.11. und 17.11.90; Ww, 15.11.90; LNN, 30.11.90; NZZ, 23.11.90.
62) Presse vom 14.11. und 19.12.94.
63) Presse vom 16.3.98; Presse vom 30.3.98.
64) Presse vom 26.10.98.
65) NLZ, 18.9.02; Presse vom 28.10.02.
66) Bund, 25.10.06; LT, 26.10.06; BaZ, Bund und TA, 30.10.06.
67) AZ, 9.1.08; TA, 2.2.08; NZZ, 9.2.08; Presse vom 11.2.08.
68) AB SR, 2014, S. 2; TA, 12.10.13; NZZ, 26.10., 5.11., 6.11.13; SGL, 3.1.14; SOGL, 12.1.14; NZZ, SGL, SN, 13.1.14; SGL, 14.2.14; NZZ, 15.2.14; SGL, 12.3.14; NZZ, SGL, 27.3.14; SGL, 28.3.14; NZZ, SGL, 31.3.14; SGL, 1.4.14; SGL, 2.4., 3.4., 4.4., 5.4., 11.4.14; SGL, 15.4.14; SGL, 17.4.14; SOGL, 20.4.14; NZZ, 22.4.14; SGL, 6.5.14; Blick, 15.5.14; SGL, 19.5.14; SGL, 2.6.14
69) SO, 30.11.14; AZ, 6.12.14; Blick, 10.12.14; SoZ, 14.12.14
70) AZ, 9.1.14; Blick, 13.1.14